la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Eléments d'un bilan
par Robert LOUZON

Après la grève de décembre...
Avant d'autres mouvements
par Maurice PIOLET, G. POUCY et M. CHAUSSE

P. J. Proudhon, père de l'autogestion
par Daniel GUÉRIN

Partisans et adversaires du socialisme
s'affrontent en Algérie

Numéro 501 — Nouvelle série N° 200 JANVIER 1965 — PRIX : 2 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois ..... 11 F
Un an ..... 20 F

EXTERIEUR

Six mois ..... 13 F
Un an ..... 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la « *Révolution prolétarienne* » 21, rue Jean-Robert, Paris (18e) Téléphone : 607-02-06

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h à 19 h
Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèque postaux *Révolution prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 501 - Janvier 1965

Eléments d'un bilan ..... R. LOUZON

1925-1965 : Prologue à un repas d'anniversaire ..... R. HAGNAUER

Après la grève de décembre... Avant de nouveaux mouvements ..... M. PIOLET, G. POUCY

La voix des syndicalistes de la Loire : Réflexions décousues à propos de la grève (M. Chausse). — L'activité de l'union régionale des métaux (U.T.)

Centenaire de la mort de Proudhon.

P.J. Proudhon, père de l'autogestion .... D. GUERIN

Les révolutionnaires professionnels ..... R. BARANTON

L'ouvrier devant la littérature ..... P. AUBERY

Adolphe SIDRO

Partisans et adversaires du socialisme s'affrontent en Algérie.

L'Algérie est-elle libre ? ..... Abù CHENAF

Parmi nos lettres : Sur Bakounine (G. Leval) .....

A travers les livres : La grande division des travailleurs (Maurice Labi). — L'enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune (M. Dommanget).

Entre nous...

Pour une fois et puisque nous célébrons notre quarantième anniversaire, il n'est pas interdit de jeter un regard en arrière pour rappeler ce que fut l'équipe du début de la R.P. et son cheminement jusqu'à ce jour.

En janvier 1925, quand la R.P. démarra, son « noyau » initial se composait de Pierre MONATTE, Alfred ROSMER, Victor DELAGARDE, Maurice CHAMBELLAND, Robert LOUZON, A. GARNERY, Victor GODONNECHE, Albin VILLEVAL, Georges AIRELLE (Paul Georges), Julien AUFRERE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, Ferdinand CHARBIT, Lucien MARZET, F. RICHERAND.

De cette première équipe, il ne reste comme survivants que CHAMBELLAND, LOUZON, D. ANTONINI, CHARBIT et MARZET.

Mais dès la première année de la « R.P. » le Noyau annexait César HATTENBERGER, Marthe BIGOT et Jehanne STARKO, Clément DELSOL et Roger HAGNAUER, ces deux derniers seuls survivants de cette deuxième vague.

Parmi les collaborateurs réguliers de la « R.P. », d'abord Henri FULCONIS (syndicaliste de l'Enseignement, un des fondateurs de la Ligue Syndicaliste), Josette et Jean CORNEC et E. ALLOT (Bretons laïques et syndicalistes intransigeants), Jacques MESNIL, Notre J. PERA (qui enrichit largement notre anticolonialisme), A. PELLETIER, puis Edouard BERTH (un des collaborateurs de Georges Sorel), Amédée DUNOIS (mort en déportation), B. GIAUFFRET, MAHOURY, Antoine RICHARD, ROUVIANE, TALES, Boris SOUVARINE, Simone WEIL, Max EMILE, Léon CLEMENT (fondateur des premiers groupes d'enfants), Magdeleine PAZ, Fernand LORIOT (le leader de la gauche socialiste zimmerwaldienne).

N'oublions pas des collaborations exceptionnelles : celles de Léon TROTSKY, Max EASTMANN (l'auteur de « Depuis que Lénine est mort »), Edo FIMMEN (président de l'Internationale des Transports), Eric MUSHAM — Nous en passons et des meilleurs.

Parmi ses collaborateurs occasionnels des hommes qui ont acquis depuis une certaine célébrité, tels Habib BOURGUIBA et Pietro NENNI, puis Albert CAMUS et Ignacio SILONE.

Après la guerre de 1939-45, la reprise se fait, toujours sous la direction de MONATTE avec, à la rédaction : LOUZON, CHAMBELLAND, HAGNAUER, ROSMER, FINIDORI, WALUSINSKI.

Dans l'équipe actuelle, avec les derniers survivants du « Noyau » de 1925, Raymond GUILLORE et Louis MERCIER contribuent largement à remplir nos colonnes ; et, avec eux, nous citerons : Nicolas FAUCIER, Pierre RIMBERT, Pierre AUBERY, Raymond BARANTON, Jean FONTAINE et des militants syndicalistes tels que : Roger LAPEYRE, Maurice LABI, SIDRO, Charles PATAT, Antoine LAVAL, etc. Nous n'oublions pas, bien sûr, la solide équipe de la Loire avec Urbain THEVENON, Jean DUPERRAY, Marcel CHAUSSE, Marcel PIOLET, Tony PEYRE, Félix FRANC, Jean SOFFIETTO...

***

Mais la « R.P. » ne vit pas que par ses rédacteurs. Elle vit aussi et surtout grâce au travail moins voyant de ses administrateurs. Et Monatte savait bien quelle est leur importance, lui qui avait déjà l'expérience de la première « Vie Ouvrière ».

La « R.P. » avait eu la chance de compter au départ un administrateur de grande classe en la personne de César HATTENBERGER (notre grand César), qui, après sa besogne salariée d'administrateur de coopérative, consacrait toutes ses heures disponibles au lancement de la « R.P. ». Le surmenage et la tuberculose nous l'enlevèrent en 1928.

D'autres camarades s'attelèrent successivement à la besogne, assez peu séduisante, de tenir les comptes de la « R.P. », de recruter des abonnés, mettre à jour le fichier, établir les bandes et tenir la correspondance à jour. D'abord BARAT, puis toute la famille CHAMBELLAND, ainsi qu'Hélène CROZE, puis FINIDORI et enfin l'équipe actuelle, composée de Clément DELSOL, Claude DESOBRY et Robert MARCHETI...

Et maintenant ? Notre préoccupation essentielle est de rajeunir notre équipe. Nous voulons voir, au plus tôt, des noms nouveaux sous les articles de notre revue. Il faut un renouvellement, non seulement dans les hommes, mais dans la façon d'aborder les problèmes d'aujourd'hui, en gardant, bien entendu, la bonne direction syndicaliste révolutionnaire et internationaliste.

En 1965, notre « R.P. » doit trouver une nouvelle jeunesse.

ELEMENTS D'UN BILAN

Puisque nous entrons dans la quarante-et-unième année de notre revue, il n'est peut-être pas inutile de dresser un bilan, non pas de ce que nous avons fait, mais, ce qui est plus important, de ce qui s'est accompli au cours de ces quarante ans dans le domaine des transformations sociales (1). Ou plutôt, non pas seulement au cours de ces quarante ans, mais au cours des cinquante dernières années, car ce qui a marqué un tournant dans l'histoire de notre civilisation, ce n'est pas l'année 1925, mais la période 1914-1918.

Avant 1914, c'était encore le XIXe siècle, avec ses institutions, ses principes et ses idées ; depuis 1918, c'est le XXe siècle, avec, en de nombreux pays, de nouvelles institutions, et presque partout, de nouveaux principes et de nouvelles idées.

Voyons donc ce qu'il est advenu des idéaux de notre jeunesse ; dans quelle mesure et sur quels points le XXe siècle a permis de se rapprocher de ce pour quoi on luttait, disons au temps de l'Affaire Dreyfus, et dans quelle mesure il s'en est, au contraire éloigné — étant entendu que nous bornerons notre examen à ce qui concerne la France.

***

Et d'abord, voyons ce qui a réussi.

Quels sont les domaines dans lesquels les idées des révolutionnaires de 1900 ont pleinement triomphé ? J'en vois deux : celui du féminisme et celui du colonialisme.

Victoire du féminisme

La guerre de 14-18 a entraîné un changement total dans la condition de la femme. Avant 1914 le féminisme n'était considéré, comme toutes les autres idées révolutionnaires, que comme une extravagance. L'opinion générale était : la femme au foyer et à l'église ! Sauf, bien entendu, si le profit capitaliste exigeait comme dans le textile, qu'elle travaille à l'atelier. Tout mélange des sexes, en dehors de la vie conjugale, était considéré comme un outrage à la morale ; tant qu'elle n'est pas mariée, une demoiselle « bien » ne sort qu'accompagnée de ses parents ou d'une bonne. D'autre part, le sexe faible ne doit pas seulement être faible, il doit être ignorant, ou presque ; l'instruction ne lui est donnée qu'au compte-gouttes : les lycées de filles sont rarissimes et comme, bien entendu, les lycées de garçons sont interdits aux filles, les bachelières sont des phénomènes rares qu'on ne regarde qu'avec un certain mépris ; en 1890, les « avocates » et les « femmes médecins » étaient inexistantes, et en 1914, elles se comptaient encore sur les doigts.

Or, en 1919, tout cela change. Tout est changé comme par un coup de baguette magique : les femmes se coupent les cheveux, et, les portent même en brosse, comme ces étudiantes russes « nihilistes » qu'on se montrait du doigt avant la guerre dans les rues du Quartier Latin elles se coupent les cheveux, et, pire encore, elles portent des robes courtes, des robes qui leur viennent aux genoux, au lieu de leur descendre jusqu'aux talons ; bientôt, elles vont même pousser l'audace jusqu'à porter des pantalons. Des pantalons comme les hommes !

Révolution vestimentaire qui n'est que le symbole le plus visible d'une évolution qui s'accomplit dans tous les domaines. En particulier, l'instruction secondaire et supérieure va s'ouvrir maintenant largement aux femmes, et elles s'y précipitent Et comme on n'est point préparé à cela, qu'il n'y a pas d'écoles pour elles en quantité suffisante, elles forcent les portes des lycées de garçons, et c'est la coéducation ! Cette coéducation qui avait été l'objet à la fois de tant de lazzis et d'excommunications au temps de Paul Robin et de Cempuis. Mais, puisque les filles fréquentent les garçons à l'école, à l'Université, on ne peut plus les empêcher de se mêler à eux dans la rue, dans la vie, et, du coup, la barrière entre les sexes s'effondre ; le pucelage au jour du mariage n'est plus la vertu cardinale.

Certes, il subsiste bien encore des articles du Code ou des prescriptions administratives qui ne donnent pas à la femme autant de droits qu'à l'homme, notamment dans le domaine des droits politiques, mais ce ne sont là que des survivances sans grande importance et qui vont être éliminées progressivement au cours des années qui suivent. En fait, c'est dès le jour où elle a coupé ses cheveux et raccourci ses robes que la femme s'est assuré l'égalité avec l'homme, et cela parce qu'en supprimant ce qui la gênait pour se mouvoir, ce qui la gênait pour *travailler*, elle avait cessé, par là même, de n'être qu'un animal de luxe.

Or cette transformation vestimentaire venait de ce que la guerre avait amené une révolution dans les conditions de vie de la femme.

Privée de son mari, ou de son père, ou de ses frères par la mobilisation, la femme qui ne voulait pas être réduite aux maigres ressources de l'« allocation », avait dû travailler. Et pas seulement travailler à l'aiguille. Il lui avait fallu se plier à toutes sortes de travaux qui jusque-là étaient réservés à l'homme et qui maintenant s'offraient à elles en abondance en raison du départ des hommes pour la guerre. Du jour où la femme se tint devant un étau, elle devint, par cela même, l'égale du mâle. Celui-ci eut beau maugréer, l'abreuver même de quolibets lorsqu'il la voyait, revêtue de l'uniforme, percevoir les places dans un tram, ou conduire un taxi, il lui fallut bien se rendre à l'évidence : en remplissant toutes les tâches, ou presque, qui jusqu'alors étaient réservées à l'homme, la femme devenait l'égale de l'homme.

Eh bien ! avec ce triomphe du féminisme avec cette réalisation de l'égalité sociale et juridique de l'homme et de la femme, l'un des objectifs pour lesquels se battaient les révolutionnaires de 1900 avait été atteint.

Première victoire !

Victoire sur le colonialisme

Il y en eut une seconde, plus importante encore, mais pour laquelle la bataille fut beaucoup plus dure et plus longue, et ce fut la victoire sur le colonialisme.

Tout le XIXe siècle avait été dominé par les conquêtes coloniales.

Le colonialisme européen remonte au XVIe siècle, au lendemain du jour où la découverte de

(1) Qu'on m'excuse s'il arrive que, dans cette récapitulation je sois amené à reprendre des thèmes que j'ai déjà développés au cours d'articles précédents.

l'Amérique d'une part, celle de la route des Indes par le cap de Bonne-Espérance d'autre part, avaient ouvert des possibilités immenses aux audacieux aventuriers qui n'hésitaient point à aller commercer avec ces pays lointains, voire à s'y installer pour y établir des comptoirs ou obliger les indigènes à extraire pour leur compte les métaux précieux.

Puis, le XVIIe, et surtout le XVIIIe siècle avaient vu les grands Etats européens prendre à leur compte l'aventure coloniale et se faire la guerre pour se tailler la meilleure part dans les nouveaux territoires.

Mais c'est surtout au XIXe siècle, et particulièrement dans la seconde moitié de ce siècle, lorsque l'Afrique se trouva ouverte à la pénétration de l'homme blanc, que l'Angleterre et la France, et, en dernier lieu, l'Allemagne firent des conquêtes coloniales l'objectif numéro 1 de leur politique. Toute la rivalité anglo-française du siècle dernier, et aussi, en partie, la guerre de 1914, furent dues au désir de chacun de ces Etats de s'assurer un empire colonial aussi vaste et aussi riche que possible, car cela leur semblait être la condition *sine qua non* de leur développement économique et de leur puissance politique. « Nous vaincrons car nous sommes les plus forts », osait encore afficher en 1940 sur les murs de France ce pauvre Paul Reynaud en montrant une carte du monde qui incorporait à la France tous ses territoires coloniaux et leurs populations !

Mais, en fait, dès 1918, ç'avait été la fin de l'expansion coloniale européenne.

Cela d'abord pour une bonne raison, c'est qu'il n'y avait à peu près plus rien à prendre, et que ce qui était encore à prendre, Chine, Japon, étaient de bien gros morceaux devant lesquels chacun hésitait, non pas tant à cause de la résistance que pourraient opposer les autochtones qu'en raison des conflits que les tentatives faites pour s'en emparer ne manqueraient pas de susciter entre les puissances européennes elles-mêmes.

Et puis aussi, parce que, à cette même date, apparaît un fait nouveau : la domination coloniale commence à rencontrer une certaine résistance de la part des populations colonisées et celle-ci va devenir de plus en plus vive. Jusqu'alors, dans l'ensemble, les colonisés avaient accepté somme toute assez facilement la domination de leurs maîtres européens. Après tout, ceux-ci leur apportaient une nouvelle civilisation qu'on pouvait qualifier de « supérieure », et qui leur avait procuré, dans une certaine mesure, un agrandissement de leur horizon. On maugréait contre l'occupant, mais on le respectait.

Or, après 1918, changement à vue, moins visible que celui du changement dans l'habillement des femmes, mais tout aussi profond.

Dans presque toutes les colonies, qu'elles soient anglaises ou françaises, qu'elles se trouvent en Afrique ou en Asie, qu'elles soient peuplées de Blancs, comme le Maghreb, ou de Jaunes comme l'Inde et l'Indochine, ou de Noirs comme Madagascar, on voit naître des mouvements « nationaux », des partis ou des groupes qui n'hésitent pas à mettre en question la légitimité de la domination européenne et qui, malgré toutes les persécutions dont ils sont l'objet, ne cessent de devenir plus nombreux, plus puissants, plus audacieux.

Aussi, après trente années d'une lutte continue et de plus en plus vive, c'est, au lendemain de la seconde guerre mondiale : l'explosion. L'explosion des masses colonisées et l'écroulement de la domination européenne. Les empires coloniaux de l'Angleterre, de la France, des Pays-Bas s'effondrent comme un château de cartes. En un peu plus de vingt ans tout est fini. La débâcle avait commencé le jour où l'Angleterre fut obligée d'accorder l'indépendance à l'Inde, perle de son empire ; elle s'acheva le jour, où après avoir perdu à peu près toutes ses autres colonies, la France dût reconnaître sa défaite en Algérie, le pays où son emprise avait été la plus profonde.

Aujourd'hui, à part quelques séquelles insignifiantes dont les jours sont d'ailleurs comptés, il n'y a plus de colonies ; l'œuvre qui avait demandé quatre cents ans pour s'accomplir avait, en peu de lustres, disparu sans retour.

Seconde grande victoire donc, pour les révolutionnaires de 1900, car ils n'avaient jamais séparé la cause de l'émancipation des peuples asservis, de celle de l'émancipation des classes exploitées.

Qu'on m'entende bien, cependant !

Je ne prétends pas que l'action des révolutionnaires d'Occident ait été déterminante tant dans la victoire de l'anti-colonialisme que dans celle du féminisme. Ils firent, certes, ce qu'ils purent, mais ce fut peu de choses. Ce sont les femmes et les peuples colonisés qui, chacun dans leur sphère ont assuré leurs propres victoires, mais il n'empêche que, les révolutionnaires étaient les seuls, il y a cinquante ans, à plaider la cause des femmes et des colonisés et que, finalement, cette cause a été gagnée. Ce furent, donc tout de même, dans une certaine mesure, leurs victoires.

Evolution du nationalisme

Malheureusement ! la liste des victoires s'arrête là !

Pourtant, avant d'arriver aux défaites certaines, il nous faut envisager deux domaines où l'on ne sait trop si l'on doit parler de victoire ou de défaite : le domaine du nationalisme et celui du cléricalisme.

Les révolutionnaires de 1900 étaient non seulement internationalistes, c'est-à-dire partisans de la solidarité internationale du prolétariat, mais aussi anti-nationaux ; je veux dire par là qu'ils estimaient que toutes les sortes de barrères qui existaient entre les nations devaient disparaître.

Or, est-ce que les barrières entre les Etats se sont abaissées au cours de ce siècle-ci, ou au contraire ont-elles été relevées ? C'est là une question à laquelle il me semble difficile de répondre par oui ou par non.

Les barrières entre nations sont principalement de deux sortes : les barrières économiques et les barrières politiques.

Voyons d'abord les premières.

Ces barrières semblent à première vue être en train de s'abaisser : il y a le Marché commun, il y a la zone de libre-échange. Mais ce n'est là qu'une apparence. Marché commun et zone de libre-échange représentent une amélioration par rapport à la situation de 1930 ou de 1945, mais non par rapport à celle du XIXe siècle.

Au XIXe siècle la circulation des hommes, des capitaux et des choses était infiniment plus libre qu'aujourd'hui.

N'importe qui pouvait se rendre partout (sauf en quelques pays « arriérés » comme la Turquie ou la Russie) sans qu'on ne lui demande ni passeports ni visas. Les capitaux eux aussi, circulaient librement d'un pays à l'autre. Dans

n'importe quel pays vous échangiez votre monnaie, en quelque quantité que ce soit, contre les monnaies indigènes, librement, sans avoir besoin d'aucune autorisation. En ce qui concerne les marchandises, la liberté était moins grande : la douane existait ; mais les droits de douane étaient bien moins élevés qu'aujourd'hui, et les contingentements étaient inconnus. Il y avait même un pays qui n'avait pas du tout de droits de douane, et ce pays était celui dont le commerce international était le plus considérable. Depuis l'abrogation des droits sur les blés, soit juste au milieu du XIXe siècle, toute marchandise, de quelque nature qu'elle soit, agricole ou industrielle, et de quelque provenance qu'elle fut, pouvait entrer en Grande-Bretagne ou en sortir, sans rien payer. Ainsi donc, lorsque le Marché commun ou de la zone de libre-échange fonctionneront à plein, ils mettront tout juste chacun de leurs participants dans la même condition, à l'égard d'une demi-douzaine à peine d'autres pays, que celle où se trouvait l'Angleterre de 1850 à l'égard de *tous* les pays.

On ne peut donc pas dire qu'au point de vue de la liberté des échanges, le XXe siècle soit en avance sur le XIXe.

Du point de vue de l'unification politique, il en est peut-être autrement.

Il est bien certain, en effet, que partout, aussi bien en-deçà du rideau de fer qu'au-delà, les vieux Etats nationaux tendent à se fondre en des empires. L'empire américain. L'empire russe. L'empire chinois.

C'est là un phénomène analogue à celui qui a conduit à la constitution des Etats actuels. Lorsque les anciens petits Etats, disons, si l'on veut, les Etats provinciaux, furent trop petits pour convenir à un marché élargi, ils s'amalgamèrent en formant les Etats que nous connaissons aujourd'hui. Angleterre, Pays de Galles, Ecosse constituèrent la Grande-Bretagne ; Provence, Dauphiné, Comté de Bourgogne, Lorraine s'incorporèrent à la France, cependant que les grands duchés de France issus de la féodalité perdaient de plus en plus de l'autonomie qu'ils avaient si longtemps conservée. Au XIXe siècle enfin, le processus s'achevait par l'unité italienne et l'unification de l'Allemagne.

C'est donc tout pareillement que nous voyons aujourd'hui, sous la pression de l'extension des marchés et de l'accroissement de la portée de l'appareillage militaire, les Etats occidentaux se réunir au sein de l'OTAN (qui est, dès maintenant, beaucoup plus qu'une simple alliance militaire) en un vaste ensemble comprenant les deux rives de l'Atlantique Nord ; et ce ne sont certes pas les efforts grotesques de M. de Gaulle, qui empêcheront cet ensemble de se resserrer de plus en plus étroitement au sein d'une unité politique, qui s'appellera empire ou non, mais qui, en fait, en sera un.

Même processus en Russie et chez ses satellites. Même processus, peut-être un peu moins avancé, mais qui se développera peut-être plus vite, en Asie orientale, où la Chine, la Corée, l'Indochine, et peut être aussi, mais il y a là encore un grand point d'interrogation, le Japon, s'intégreront en un unique empire, de fait, sinon de nom.

Mais si l'empire, évidemment, signifie la suppression des barrières entre les Etats qui le constituent, il en demeure d'aussi solides entre les empires. Si bien qu'on peut se demander si l'empire peut être considéré comme un progrès sur la voie de la disparition des nations, dans le sens où l'entendaient les internationaux du XIXe siècle.

Persistance des croyances religieuses

Le second domaine dans lequel on peut se demander également si les hommes de 1900 ont été vaincus ou non, est celui de la religion.

Au temps de l'Affaire Dreyfus et du « petit père » Combes, lors de la loi sur les Congrégations et de celle sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, on pensait que les jours de la religion étaient comptés. Le grand mouvement d'émancipation intellectuelle et morale commencé par les humanistes du XVIe siècle, si magnifiquement élargi par les Encyclopédistes du XVIIIe, et suivi du grand développement des sciences au XIXe siècle, semblait devoir s'achever par la disparition prochaine de toute croyance au surnaturel. La fin de l'« obscurantisme » était proche !

Or, il n'en a pas été ainsi.

Par une sorte de choc en retour, le développement des connaissances positives en même temps que le développement du bien-être, ont amené beaucoup d'esprits à rechercher quelque chose, qui soit moins terre à terre.

La science a ses limitations ; les jouissances matérielles également ; dans l'un et l'autre domaines la satiété arrive vite ; alors, comme il est dans la nature de l'homme d'être insatiable, on se tourne vers d'autres horizons, des horizons qui sont sans limites puisqu'ils ne sont que le fruit de l'imagination, et que l'imagination est sans limites. On se précipite donc dans le surnaturel ; on se repose des fatiques du rationnel en se plongeant dans les délices de l'absurde.

C'est pourquoi la sorcellerie sous toutes ses formes, ses anciennes et ses nouvelles, n'a jamais été aussi répandue (radiesthésistes, guérisseurs et diseurs de bonne aventure font fortune), cependant que ses vieilles rivales, les religions « révélées », continuent à remplir leurs églises. Celles-ci sont pleines pas seulement de miséreux qui cherchent dans les espoirs de l'au-delà une consolation à leurs malheurs d'ici-bas, pas seulement de vieillards qui, sentant leur fin venir, s'accrochent au pari de Pascal, mais aussi de jeunes. Et même des jeunes « instruits » ! Il est remarquable, en effet, qu'un grand nombre de jeunes scientifiques, qu'ils soient mathématiciens ou biologistes, sont croyants et pratiquants. Sans doute est-ce parce que ce sont eux qui ont le plus besoin de s'évader des limites de la connaissance.

Les espoirs de 1900, sur ce point ne se sont pas réalisés.

Cependant, l'on peut dire que la religion, la religion catholique surtout, tend à se transformer. Je ne dirais certes point qu'elle s'est rationalisée, cela est impossible ; mais elle a perdu quelque peu du fanatisme dont elle témoignait encore il y a juste un siècle, au temps du Syllabus, et même encore au temps de l'Affaire Dreyfus. Il lui faut composer avec l' « esprit du temps », c'est-à-dire avec l'esprit de tolérance.

Or, cet adoucissement de l'intolérance religieuse fait que notre défaite en ce domaine n'est peut-être pas aussi totale qu'elle le paraît au premier abord ; mais tout de même on ne peut pas crier victoire !

Echec du syndicalisme révolutionnaire

Il nous reste à examiner un dernier point, qui est le plus important et sur lequel, hélas ! la défaite a été totale.

Les révolutionnaires de 1900, et tout particulièrement, les syndicalistes révolutionnaires, s'affirmaient révolutionnaires par opposition aux

« réformistes ». Et cette opposition n'était point qu'une querelle de mots ; elle exprimait deux conceptions diamétralement opposées du devenir ouvrier, deux philosophies sociales contraires.

Le réformisme voyait le devenir social revêtir deux aspects principaux : d'une part, le capitalisme privé cédait progressivement la place au capitalisme d'Etat par la nationalisation des services publics et des entreprises les plus importantes ; d'autre part, la condition des travailleurs s'améliorait progressivement grâce à toute une série de mesures « sociales » et à l'élévation des salaires.

Les révolutionnaires, eux, affirmaient au contraire, que le capitalisme d'Etat n'était pas plus du socialisme que le capitalisme privé, l'Etat-patron étant un patron aussi dur, sinon plus, que tout autre patron. Que le patron soit un individu, une société anonyme ou l'Etat, il est toujours le maître de ceux qui sont obligés de lui vendre leur force de travail pour vivre. Pour qu'il n'y ait plus de maître et donc plus d'exploiteur, il n'est qu'une solution : l'abolition du patronat et du salariat.

Aussi, les réformistes voyaient la classe ouvrière comme s'intégrant progressivement dans la société bourgeoise jusqu'à ne presque plus se distinguer de la bourgeoisie, alors que les révolutionnaires souhaitaient, au contraire, que le prolétariat s'oppose de plus en plus radicalement à la société bourgeoise, qu'il refuse ses mœurs, sa morale et son idéologie, et même, s'il y avait lieu, ses « bienfaits ».

Or, il suffit d'énoncer ce que je viens de dire pour voir que les choses ont évolué dans le sens prôné par les réformistes et non dans celui espéré par les révolutionnaires.

Depuis quarante ans, et surtout depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le capitalisme d'Etat s'est considérablement développé. En France et en Angleterre, non seulement les services publics, mais des industries proprement dites, comme celle des charbonnages, ont été nationalisées. En Italie presque toute l'industrie lourde est contrôlée par une Banque d'Etat. En Allemagne même, bien que celui qui fut son ministre de l'Economie durant tout le temps de la remise sur pied de son industrie, Ehrard, soit le plus grand adversaire de l'étatisme, l'intervention de l'Etat dans l'économie est très étendue.

En second lieu, loin de s'opposer de plus en plus radicalement, sur tous les terrains, au monde bourgeois, les travailleurs, y compris leurs représentants les plus qualifiés, ne songent quoiqu'ils en prétendent parfois pour la forme, qu'à s'intégrer dans la hiérarchie bourgeoise. La recherche de la « promotion » sociale a remplacé celle de l'égalité sociale. On se dispute les diplômes bourgeois. On admire les idéologues bourgeois. On recherche ou l'on accepte les honneurs bourgeois ; dans ce domaine on ne recule même pas devant le ridicule : on quémande de l'Etat des décorations que les bourgeois eux-mêmes n'osent plus arborer, cependant qu'il semble tout naturel que le couronnement de la carrière d'un secrétaire confédéral soit un marche-pied pour son entrée au Conseil d'Etat.

Au lieu donc que le fossé se creuse de plus en plus entre les deux classes, il se comble plus ou moins et les efforts du prolétariat ne tendent guère qu'à une chose : le combler encore plus. Les travailleurs n'envisagent plus d'être les « fossoyeurs de la bourgeoisie », mais tout simplement d'être les profiteurs, dans une mesure de plus en plus grande, du régime bourgeois.

Sur ce point, la défaite de la Révolution a donc été totale. L'évolution de la classe ouvrière a tourné le dos à celle qui s'était poursuivie tout au cours du XIXe siècle, alors que l'antagonisme des classes n'avait cessé de prendre des formes de plus en plus radicales et de plus en plus violentes au cours des événements de 48, de 71, de 92-94 (terrorisme anarchiste) et des années 1900 (syndicalisme révolutionnaire).

L'heure du capitalisme d'Etat

Pourquoi ce revirement ? Pourquoi ce rebroussement brusque de la courbe ?

Sa raison profonde n'est autre que le vieillissement de notre civilisation, car toute société, comme dit Nietzsche, « n'est pas libre de demeurer jeune ».

Lorsqu'une société vieillit, c'est que sa technique vieillit, qu'elle prend des formes « mûres ». Cette technique devient de plus en plus « scientifique », c'est-à-dire qu'elle procède de plus en plus rationnellement, et donc de plus en plus sûrement. Il ne faut plus guère alors de pionniers, d'aventuriers, de risque-tout. L' « inventeur » fait place au « technicien ». En conséquence, c'est l'heure du capitalisme d'Etat. Une économie basée sur l'invention et le risque a besoin du capitaliste individuel ; par contre une production qu'il suffit d'administrer peut facilement être régie par l'Etat, et elle le sera même peut-être mieux par lui que par d'autres, car, après tout c'est la fonction propre de l'Etat, d'administrer. Dans une thèse universitaire qui date d'une cinquantaine d'années, l'auteur de ces lignes indiquait qu'à son avis l'industrie houillère présentait déjà des caractères suffisamment mûrs pour pouvoir sans dommage et même, au contraire, avec avantage, être nationalisée. De fait, elle fut l'une des premières à l'être, accompagnée ou suivie d'autres dont la technique, entre temps, avait également mûri.

En second lieu, le fait que la technique a atteint un haut degré de développement et qu'elle ne se perfectionne plus que progressivement, d'une façon continue et presque à coup sûr, fait que, pour une même quantité de travail on obtient des produits en plus grand nombre sans qu'une fraction importante d'entre eux doive être gaspillée au hasard dans des « inventions » sans issue, ou être employée aux amortissements élevés qu'exige le démarrage de techniques entièrement nouvelles (2). Il y a donc une augmentation fort importante de l'ensemble des marchandises disponibles pour la consommation, ce qui permet ce paradoxe apparent que nous indiquions dans une récente note de la R.P. : l'élévation du niveau de vie des travailleurs, malgré l'accroissement de leur exploitation. La conséquence de ce fait est que la lutte de classes tend à s'assoupir Certes, le travailleur continue à réclamer de plus hauts salaires, mais le patronat pouvant les lui fournir grâce à l'accroissement de la production, sans que pour cela diminuent ses profits, la lutte du prolétariat se concentre sur cet objectif qu'il peut atteindre assez facilement, au lieu de se donner pour but l'abolition du salariat, comme il le faisait lorsque le patronat devait s'obstiner, s'il ne voulait point voir diminuer ses profits, à lui refuser toute amélioration de ses conditions de vie.

---

(2) N.D.L.R. — Dans la remarquable étude de Louzon, c'est évidemment cette dernière partie qui prêtera à plus de discussion. Notamment, l'opinion exprimée dans ces dernières lignes. Nous y reviendrons certainement.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle conjoncture se présente.

Les caractéristiques de toutes les fins de civilisations, du moins de celles dont nous connaissons suffisamment l'histoire, furent les mêmes que celles que nous venons de voir. En premier lieu la richesse, avec ses corollaires, le bien-être et le luxe ; c'est le fruit des efforts passés. En second lieu, l'ingérence de plus en plus grande de l'Etat dans l'économie. Et enfin l'affaiblissement, voire même une disparition presque totale des luttes de classes.

Aussi bien dans les Cités grecques qu'à Rome, les luttes politiques, c'est-à-dire les luttes de classes, qui s'y étaient déroulées avec une ardeur sans pareille durant les siècles de leur grandeur, s'éteignent à peu près complètement lors de leur déclin, c'est-à-dire le jour où elles sont riches : à l'époque d'Auguste il n'y aura plus de luttes de classes à Rome, ni entre les hommes libres (patriciens et plébéiens, etc), ni entre les hommes libres et les esclaves (Spartacus est le couronnement d'une épopée qui s'arrêtera là) ; de même en Grèce depuis Alexandre.

Mais si, au IIIe siècle, les villes grecques, au Ier siècle de notre ère Rome, regorgent de richesses, si elles sont alors en pleine « prospérité », c'est aussi à ce moment que débute le crépuscule de leur civilisation.

Or, c'est précisément le crépuscule de la nôtre que les hommes de 1900 espéraient pouvoir éviter grâce à la Révolution Sociale. Pour empêcher la dégénérescence de la société bourgeise, ils voulaient mettre fin à la société bourgeoise avant que cette dégénérescence ne commence.

L'histoire vient de montrer que c'était là une tâche « au delà des forces humaines », comme disait à la même époque précisément un dramaturge scandinave.

Il semble donc bien qu'on ne peut escamoter une phase du développement social ; qu'on ne peut pas faire l'économie d'une décadence. Avant qu'une nouvelle société naisse en notre vieille Europe, avant que la société capitaliste ne disparaisse pour faire place à une société de travailleurs, il nous faudra boire jusqu'à la lie toutes les amertumes d'un veillissement qui commence dans l'euphorie et s'achèvera dans la décrépitude.

Robert LOUZON.

⁂

DES SALAIRES QUI MONTENT PLUS VITE QUE LES PRIX

(ERRATUM)

Un « mastic » s'est produit dans les chiffres donnés par la R.P. de novembre dernier concernant les salaires et les prix en Suède. On voudra bien conserver tels quels le premier et le dernier paragraphe de la note qui les contenait, mais remplacer le reste par ce qui suit :

En prenant 100 comme indice des salaires horaires moyens des ouvriers suédois hommes en 1949, et également 100 comme indice du prix des objets de consommation en cette même année, on constate que l'indice des salaires avait atteint 282 en 62 et 305 en 63, alors que l'indice des prix n'était que de 172 en 62 et 178 en 63.

Il en ressort qu'entre 49 et 63 les salaires ont augmenté de 200 % en chiffres ronds, alors que les prix des objets de consommation ne se sont accrus que de 78 %.

Cela constitue pour le travailleur un accroissement de son pouvoir d'achat de 71 % en 14 ans, soit, en gros, 5 % du salaire initial par an.

Comme on le voit, l'accroissement du pouvoir d'achat de l'ouvrier suédois, a été malgré la hausse des prix, beaucoup plus élevé que celui qui résultait des chiffres erronés que nous avions donnés. — R.L.

Nous avons déjà plus de quatre-vingts inscriptions pour

LE REPAS FRATERNEL

de la 40e année et du 500e numéro

qui aura lieu

DIMANCHE 7 FEVRIER 1965 A MIDI

chez LUCE, place Clichy, à Paris

Pour les retardataires, la date limite des inscriptions est fixée au 25 janvier (participation : 16 F à envoyer au compte postal de la « R.P.» : 734-99 Paris).

Outre la joie de nous retrouver entre amis de la « R.P. », de trois générations, nous pourrons discuter un peu, au moment du café, de l'avenir de notre revue.

Cette discussion pourrait avoir pour thème :

— **Comment rendre notre revue plus accessible à de jeunes militants sans en changer l'esprit ?**

— **Comment constituer, en 1965, une équipe de remplacement pour la rédaction et l'administration de la « R.P. » ?**

Que nos convives méditent déjà sur ce thème !

A SAINT-ETIENNE aussi...

... les amis de la R.P. se réuniront le samedi 23 janvier à 20 heures pour un repas fraternel, à l'occasion du 500e numéro.

Bonne table et fructueuse discussion !

L'équipe parisienne sera représentée et affrontera le feu des questions.

1925 1965 PROLOGUE A UN REPAS D'ANNIVERSAIRE

Si j'ai quelque droit de situer « la R.P. » dans le temps, c'est au titre de représentant d'une génération de militants qui s'est formée, développée... et épuisée, en même temps que vivait « la R.P. ».

Au banquet du dixième anniversaire, Monatte égrena ses souvenirs avec une émouvante bonhomie. A celui du vingt-cinquième, on bénéficia de deux exposés de Monatte et de Louzon, et d'une présence exceptionnelle : celle de la veuve de Delesalle. Et une discussion s'engagea sur « les perspectives »...

Lorsque parut, en janvier 1925, notre premier numéro, la crise internationale du communisme, qui avait éclaté un an plus tôt après la mort de Lénine, n'était pas encore résolue. Il nous avait fallu quelque temps pour comprendre qu'il ne s'agissait plus de discuter pour choisir, mais de choisir sans discuter. En 1924, Monatte, Rosmer et Delagarde — encore membres du Comité Directeur du parti communiste — avaient diffusé « une lettre ouverte aux membres du parti » qui fut ensuite publiée en tract. Leur exclusion ne fut qu'une formalité. Jusqu'en 1924, la rubrique « La Vie Sociale » de *l'Humanité* était assurée par une équipe que l'on retrouva entière dans « le noyau de la R.P. » autour de Monatte : Chambelland, Charbit, Godonnèche, Antonini, Marzet. Aucun de nous, alors, ne pensa renier ce que nous avions servi depuis 1919, jusque dans les prisons, comme ce fut le cas pour Albert Lemire et pour moi, qui nous retrouvâmes dans la même cellule, au moment de l'occupation de la Ruhr et du procès de Mayence.

Les syndicalistes révolutionnaires français, zimmerwaldiens, alliés des bolcheviks n'avaient pas abandonné l'esprit de la Charte d'Amiens. Une révolution socialiste exigeait des institutions ouvrières, autonomes, indépendantes, capables de réaliser la dictature du prolétariat, puis de la dépasser. Ceux qui, tel Monatte, avaient adhéré au parti communiste, avaient voulu surtout affirmer par là leur solidarité avec la révolution russe.

On nous avait promis du « neuf ».

Dans notre esprit, « le neuf », c'était un parti composé d'une avant-garde formée dans les syndicats, au cours des luttes ouvrières. « Le neuf » qui apparaissait était exactement contraire à ce que nous avions espéré de l'alliance du bolchevisme et du syndicalisme révolutionnaire. Certes, la dissociation de l'Internationale, telle qu'elle avait été conçue par Lénine et Trotsky, ne s'accomplit pas en une seule crise. Il y eut, jusqu'aux procès de Moscou de 1936, un processus de régression plus ou moins rapide, interrompu par quelques reflux. Mais le schisme fondamental date de cette fin de 1924 où fut élaborée le premier numéro de « la Révolution Prolétarienne ».

Pourquoi ce titre ? On avait d'abord pensé à reprendre aux prétendus communistes le titre « La Vie Ouvrière » qu'ils nous avaient volé. On y renonça parce qu'on ne voulait pas mêler la justice bourgeoise à nos querelles.

Je crois que c'est Victor Godonnèche — militant de la minorité révolutionnaire du Livre qui prit part au congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge — je crois que c'est Godonnèche qui proposa le titre : « *La Révolution Prolétarienne* ». Ce titre prenait tout son sens. Et il le garde encore aujourd'hui. On nous a conseillé de le modifier. Certains ont affirmé que nous n'étions plus révolutionnaires. D'autres nous objectent que le prolétariat — au sens propre du mot — n'existe plus dans les pays industriels. Le prolétaire, qui ne possède rien que sa force de travail, qui vit dans la pauvreté et l'insécurité, n'existe plus chez nous ? Il faut se garder d'une réponse totalement négative. Mais, sous le capitalisme dit libéral, ou sous le capitalisme d'Etat dit socialiste, la classe ouvrière reste prolétarienne tant qu'elle ne possède pas la propriété des moyens de production et qu'elle ne dispose pas de la capacité de gestion. Et dans les pays sous-développés, la masse prolétarienne est d'autant plus misérable qu'elle n'est pas encore constituée en classe sociale, consciente et librement organisée.

Pour ces peuples-là surtout, la révolution prolétarienne oriente le présent et domine le proche avenir. Et quelles que soient les conquêtes ouvrières dans nos pays, nous ne connaîtrons ni la sécurité, ni la paix tant que la grande majorité des peuples de la Terre n'aura que le choix entre la stagnation dans la misère et la révolte désespérée.

Ce que l'on pressentait en 1925, ce qui se dégage de nos quarante années d'expérience, c'est que la Révolution ne tolère aucun qualificatif — nationale ou socialiste — imposé par des intellectuels ou des politiciens.

Nous ne voulons pas que les travailleurs combattent et se sacrifient pour une idéologie apportée de l'extérieur. Une révolution doit être prolétarienne par ses mobiles, ses buts et ses hommes. Dans les premiers numéros de notre revue, Louzon lançait la formule décisive : « *la dictature du prolétariat, c'est la liberté pour le prolétariat* ». Une liberté qui doit naturellement s'affirmer par un pouvoir réel sur les choses et non par un droit abstrait, une liberté qui supprime par son jeu normal la condition prolétarienne, rend donc inutile la dictature du prolétariat, et même l'Etat politique et policier.

Voilà ce que voulaient, en 1925, les fondateurs de « la Révolution Prolétarienne ». Voilà dans quel esprit ils avaient rompu avec le parti communiste. Le noyau initial compte aujourd'hui plus de morts que de survivants. Pourrait-il désavouer ceux qui restent et ceux qui les ont rejoints ? Nous ne craignons pas de poser la question. Pour y répondre, il faut consulter, avec à la fois sérénité et passion, la collection de « la R.P. » de 1925 à 1939 ; de 1947 à 1964. Nous ouvrons le débat auquel nous apporterons notre contribution personnelle. Notre repas fraternel du 7 février contribuera sans doute à notre édification. La conclusion, quelle qu'elle soit, ne nous laissera que le choix entre l'abdication et un nouvel engagement aussi lourd de responsabilités que celui de 1925.

Roger HAGNAUER.

LE CERCLE ARTISTIQUE ET CULTUREL GARCIA LORCA

(79, rue Saint-Denis, Paris-1er)

a organisé, le 29 novembre, une fête franco-espagnole pour les travailleurs espagnols de Paris.

Cette fête a laissé un bénéfice de **687 F** (soixante-huit mille sept cents anciens francs) que les organisateurs ont tenu à verser à la caisse de notre coopérative.

Nous les en remercions très cordialement et nous nous efforcerons de les aider dans leur travail efficace d'éducation.

APRÈS LA GRÈVE DE DÉCEMBRE... AVANT DE NOUVEAUX MOUVEMENTS

Vrai dialogue ou lutte ouverte

Plusieurs articles nous sont parvenus qui traitent de la grève générale du 11 décembre, de ses leçons et de ses suites.

On lira ci-dessous les commentaires de nos amis de la Loire sur les aspects revêtus par la grève à Saint-Etienne. Ils ne diffèrent pas de ceux qu'elle a pris à Paris et dans tout le pays.

M. Pompidou a, lui aussi, commenté la grève dans son monologue de fin d'année. « Grève inacceptable », a-t-il dit. Inacceptable, mais qu'il a bien fallu accepter. Il faudra en accepter d'autres si, vraiment, le gouvernement de M. Pompidou continue de penser que la grève est inutile dès l'instant que « le patron » s'est refusé à la discussion. Suivant ce curieux point de vue, il n'y aurait pas beaucoup de « grèves utiles ». C'est probablement ce que pense M. Pompidou et ce qu'il voudrait bien faire admettre. De là à mettre en cause le droit de grève, *il n'y a pas loin ! M. Pompidou ne s'en prive pas. Pour cela, bien entendu, il essaie de déconsidérer les grévistes, notamment ceux de l'électricité.*

Le moyen est classique : il s'agit d'indigner « le bon peuple » contre ces affreux grévistes qui négligent leurs responsabilités, et, même, qui font fi de la sécurité. Or, les militants savent par expérience quel souci, au contraire, les travailleurs ont de la sécurité. Quant au sens de leurs responsabilités, ils le démontrent chaque jour en assurant les services publics essentiels ; et ils le montrent encore — mais oui ! — quand ils décident d'arrêter ces services pour mettre le pouvoir en face de ses propres responsabilités. C'est de celles-là que M. Pompidou devrait se préoccuper !

Onlira ci-après un article du camarade Poucy, *de l'E.D.F., qui met au point l'incident, trop exploité, qui se serait produit dans une clinique parisienne pendant les coupures de courant du 11 décembre dernier. On verra ce qu'il en est de la prétendue responsabilité des grévistes. On lira aussi, avec intérêt, une déclaration de la Fédération F.O. des industries chimiques.*

R. G.

LES LEÇONS DE LA GRÈVE

Par son importance, elle a éclaté bruyamment dans le ciel éternellement serein du gouvernement et les déclarations de dépit de M. Pompidou en soulignent encore l'éclat. Il est maintenant clair que les salariés du secteur public ou de l'industrie privée acceptent mal la politique du gouvernement dans le domaine économique et social et sont prêts à l'action si les centrales prennent leurs responsabilités.

A Saint-Etienne, il y a longtemps qu'une grève interprofessionnelle n'avait eu autant d'ampleur, dans la fonction publique comme dans le secteur privé et notamment la métallurgie.

La première leçon de cette grève est de démontrer que les travailleurs, tous les travailleurs, gardent une belle combativité dès lors qu'un mouvement massif, coordonné à l'échelon confédéral, engage le maximum de force. Son succès est aussi la condamnation des « grévettes » corporatives ou des journées d'action sans efficacité, qui découragent les travailleurs.

En prenant l'initiative du mouvement du 11 décembre, F.O. a redonné confiance en l'action directe aux salariés de toutes catégories et a ouvert des perspectives nouvelles pour l'intensification et la continuité d'une lutte qui s'annonce longue et difficile et qui exigera le maximum de coordination à l'échelon national. Il faut souhaiter que la confédération maintienne sa fermeté et fasse preuve de constance.

Pourtant les difficultés ne manquaient pas du côté des camarades C.F.D.T. de la Loire qui ne voulaient pas d'un mouvement généralisé et souhaitaient contenir cette journée dans le cadre des mots d'ordre du seul secteur public.

De leur côté, les syndicats de la C.G.T. ne semblaient pas avoir reçu de consignes bien fermes pour que la grève soit un grand succès (chez Indenor, par exemple), malgré les déclarations d'unité d'action de leurs dirigeants départementaux.

Et surtout, avec la presse qui a constamment minimisé, lors de sa préparation comme dans la publication des résultats, l'ampleur du mouvement en le limitant à une action du seul secteur public, alors que les syndicats de la Métallurgie de la Loire qui représentent près de 60.000 travailleurs, soit 3 ou 4 fois l'importance du secteur public, avaient donné un mot d'ordre de grève de 24 heures.

Malgré ces entraves, les travailleurs ont compris que l'enjeu était de taille pour leur avenir, car le gouvernement entend réglementer et limiter la progression de leur pouvoir d'achat par une politique des revenus unilatérale, alors qu'il encourage le développement des profits d'autres catégories sociales.

Pour cela, il vide de tout sens les discussions entre personnel et direction dans le secteur nationalisé et public et intervient directement auprès du patronat privé pour empêcher le fonctionnement normal des commissions paritaires.

Mieux : le prochain plan, limité dans ses objectifs par l'effort militaire, sera muet sur les possibilités de diminuer la durée du travail et de faire bénéficier les salariés de toute leur part résultant de la production et de la productivité. Ce sont là tous les signes évidents d'une politique de classe qui ne nous étonne pas. Mais le pouvoir voit plus loin en voulant empêcher la libre discussion entre patrons et ouvriers et la remplacer par l'autoritarisme étatique, il espère vider le syndicalisme de son contenu : la déconsidération aux yeux des travailleurs par inutilité ou la docilité par l'intégration plus ou moins franche dans son système.

Rappelons que la C.G.T.-F.O. a déjà répondu un NON sans équivoque à son congrès confédéral de 1963 et que la F.E.N. condamne énergiquement les tentatives d'intégration.

Les anciens militants C.G.T. qui ont créé la C.G.T.-F.O., ou se sont réfugiés dans l'autonomie en 1947 pour échapper à la colonisation communiste, ne sont pas sans doute mieux disposés en 1965, à subir l'intégration étatique visée par le gaullisme.

Sans indépendance totale envers l'Etat, les partis ou les religions, ils continuent d'affirmer que le syndicalisme ne peut être un authentique défenseur des travailleurs.

Dans un syndicalisme intégré ou inféodé, même partiellement, il n'y a plus de démocratie possible, donc de choix librement déterminé des orientations et des actions par les travailleurs pour défendre leur dignité d'hommes producteurs et le progrès de leur niveau de vie.

Et puis, tout simplement, l'expérience montre que là où le syndicalisme est sous tutelle, chez Franco ou sous les régimes de « démocratie populaire », la liberté, elle aussi, est supprimée ou en veilleuse avec ce que cela représente d'exploitation, de répression, d'intolérance et d'injustices. Toutes ces raisons justifient amplement le refus de laisser aiguiller le syndicalisme sur la voie choisie par le pouvoir.

La grève du 11 décembre était bien celle pour un meilleur bifteck, mais au-delà, c'était aussi l'affirmation de la volonté des travailleurs de garder leur liberté totale de revendiquer en hommes responsables. En cela, elle avait un caractère politique qu'on ne peut ignorer. Avant que le pouvoir gaulliste libéral ne devienne autoritaire, le syndicalisme prend ses distances.

Jusqu'où son opposition défensive ira-t-elle ?

Avec la nouvelle année, une autre étape des relations Etat-syndicalisme se confirme, mais en fait, ce n'est qu'une phase de la lutte des classes opposant les travailleurs exploités au capitalisme exploiteur.

A la coercition du début du siècle succède maintenant l'enveloppement insidieux, mais le but du système en place reste toujours le profit de l'exploitation des salariés. Cette vieille vérité, malgré les novateurs de tous crins, reste d'une actualité brûlante.

Dans le passé, le syndicalisme a su résister à la violence et à la corruption, et aujourd'hui, malgré ses insuffisances, il est une force avec qui il faut compter. Ce n'est sans doute pas la séduction qui le détournera de son but final : la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Heureusement, il reste suffisamment de conscience de classe au cœur des militants et chez les travailleurs pour ne pas craindre ce pourrissement.

M. PIOLET

INFORMATION : OUI — DÉFORMATION : NON

La grève générale lancée le 11 décembre 1964 par la confédération « F.O. » a reçu une large audience parmi l'ensemble des travailleurs, en particulier, chez les électriciens et gaziers.

Malheureusement, le gouvernement gaulliste a essayé, une fois de plus, de ternir ce grand mouvement en discréditant les agents de l'E.D.F. au travers de la presse réactionnaire et de la radio périphérique.

Déjà, au mois de novembre 1963, lors d'une des dernières grèves, cette même radio avait fait état du décès d'un malade occasionné par l'arrêt d'un poumon d'acier dû à une coupure de courant.

En réalité, le constat du décès avait eu lieu *avant le commencement de la grève*, rendant inutiles les efforts des camarades qui avaient installé un groupe électrogène pour assurer *dans tous les cas* le bon fonctionnement de ce poumon d'acier.

Aujourd'hui, c'est dans une clinique parisienne. On peut lire dans la presse que, malgré les accords passés avec les responsables des grévistes de l'E.D.F., des coupures se sont produites dans cette clinique, notamment au moment d'une importante intervention chirurgicale — ventre ouvert..., etc., je passe sur les détails macabres et d'ailleurs erronés.

Certes, il y a eu coupure, mais ce que la presse a relaté et en particulier le fait que la responsabilité en incombe aux grévistes, cela est faux.

C'est pourquoi nous avons pensé, avec les moyens dont nous disposons (ce ne sont pas ceux de la presse capitaliste) vous en relater les faits d'une manière objective, sans passion, avec le seul souci de vous informer.

Dans le cadre des consignes fédérales, ne devait être assuré à la production, dès 21 heures, que le minimum technique afin d'assurer la fourniture de l'énergie électrique aux seuls usagers *ultra préférentiels*.

Donc, dès 21 heures, quelques délestages avaient lieu dans Paris. La fréquence descendant au-dessous de 50 périodes (fréquence normale) des coupures plus importantes eurent lieu à partir de 0 h 40 pour assurer la sécurité des abonnés, mais aussi des installations électriques.

Ladite clinique n'étant pas dans les *ultra préférentiels* — au cours des précédentes grèves, elle avait déjà été coupée et aucun incident n'avait été signalé — la coupure fut effective à partir de 0 h 40, comme tous les abonnés se trouvant sur ce câble.

A 7 h 32 — premier appel émanant de la clinique demandant le rétablissement ; raison invoquée : « malade sans oxygène ».

A noter que cette clinique dispose d'un groupe électrogène lequel fonctionne instantanément en cas de coupures (grève, incident de réseau, etc.).

A 9 h 25 — deuxième appel de la clinique demandant le rétablissement — motif : malades dans un état de santé très grave nécessitant l'utilisation d'appareils électriques.

Après accord entre le médecin de service et la clinique, il est décidé de rétablir le courant 1 heure toutes les 2 heures, et ce, à partir de 9 h 48 (remerciements de la clinique).

De 9 h 48 à 11 h 16 : clinique sous tension (suivant accord).

De 11 h 16 à 11 h 24 : clinique non alimentée (suivant accord).

Suite à un appel à 11 h 20 de la clinique qui demande le rétablissement, une intervention chirurgicale étant en cours, nous donnons notre accord et le nécessaire est fait à 11 h 24.

De 11 h 24 à 12 h 53 : clinique sous tension (suivant accord).

De 12 h 53 à 13 h 52 : clinique non alimentée (suivant accord).

De 13 h 52 à 14 h 41 : clinique sous tension (suivant accord).

De 14 h 41 à 15 h 48 : clinique non alimentée (suivant accord).

A partir de 15 h 58 : sous tension en permanence.

Nous pensons que grâce à ces précisions, les camarades auront compris qu'il n'est pas besoin de faire de longs commentaires ; les travailleurs auront jugé une fois de plus la propagande insidieuse du pouvoir qui cherche, par tous les moyens, à dresser les travailleurs les uns contre les autres et à discréditer les agents des services publics et nationalisés aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce que nous savons aussi c'est que les salariés ne sont pas dupes de cette campagne et qu'ils sauront demain au cours des prochaines luttes faire un front commun (fonctionnaires, secteur nationalisé, secteur privé) face à l'Etat capitaliste.

G. POUCY

S'IL LE FAUT, L'ACTION SERA INTENSIFIÉE

déclare la Fédération F.O. des Industries Chimiques

La Fédération C.G.T.-F.O. des Industries Chimiques, Parachimiques et du Verre constate avec une vive satisfaction le succès populaire de la grève générale du 11 décembre. Cette grande journée, digne des traditions de lutte du mouvement ouvrier, est à inscrire à l'actif de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Avec leurs camarades des secteurs public et nationalisé, les salariés de l'industrie privée, dont ceux du Caoutchouc, de la Chimie, du Pétrole, des Plastiques et du Verre, ont affirmé avec force leur opposition à la politique antisociale du Pouvoir et du patronat.

Ceux-ci doivent impérativement et sans retard prendre en considération l'aspiration à plus de liberté et de bien-être affirmée par les forces actives de la nation.

S'il devait en être différemment, il serait alors définitivement établi que le Pouvoir et le patronat ont la volonté de continuer à tenir en laisse les couches populaires et à corseter le mouvement syndical.

Dans l'un ou l'autre cas, la Fédération des Industries Chimiques, Parachimiques et du Verre C.G.T.-F.O. se déclare prête à faire face à la situation nouvelle créée par le succès de la grève générale du 11 décembre : discuter avec le patronat ou intensifier l'action contre lui et son support gouvernemental pour obtenir satisfaction à nos revendications :

— *Augmentation et garantie des salaires ;*

— *Retour aux 40 heures, payées 48 heures ;*

— *Droit à la retraite pleine à 60 ans ;*

— *Reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise.*

La Fédération demande à ses syndicats et sections syndicales de prendre les dispositions nécessaires, en accord avec les autres organisations de base, pour que les travailleurs de nos industries soient régulièrement et minutieusement informés et leur nouvelle action éventuelle préparée dans l'unité.

LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

RÉFLEXIONS DÉCOUSUES A PROPOS DE LA GRÈVE

Il n'est pas facile de saisir la situation que nous vivons, il faut cependant noter quelques éléments parfois contradictoires.

LE « TRIOMPHALISME C.F.D.T. »

Certains militants C.F.D.T. sont sortis « gonflés à bloc » de leur congrès confédéral extraordinaire. « Cette fois, ça y est... On va voir ce qu'on va voir. La classe ouvrière, c'est nous ! »

Dans cette euphorie, F.O. lance une grève générale : « Et nous qui croyions que F.O. n'existait plus !... »

De là à penser que cette grève du 11 décembre était dirigée contre la C.F.D.T.... Certains ont pu aller jusque-là. Et, en conséquence, certains C.F.D.T. ont freiné la grève autant qu'ils ont pu, dans le secteur privé.

J'exagère à peine.

F.O. SUR LA PLACE PUBLIQUE

Il faudra bien analyser le comportement de la presse et de la radio à propos du 11 décembre. Que les organes gouvernementaux aient tout fait pour minimiser cette grève, on le comprend. Mais que la presse à sensation, que les journalistes même sympathisants ou adhérents F.O. aient laissé croire que le mot d'ordre n'intéressait que le secteur public et que le secteur privé ne suivait que par suite des coupures de courant, voilà qui est grave. Le Bureau confédéral F.O. a désigné un de ses membres, notre camarade Veillon, aux relations publiques. Voilà un camarade qui va avoir fort à faire pour remonter le courant, et pour faire connaître F.O. sur la place publique.

Il est fort probable que nous payons cher aujourd'hui le sage immobilisme de Bothereau.

L'EQUIVOQUE C.G.T.

La C.G.T. est hostile à la grève générale du secteur privé. Par tactique. Par politique. Mais aussi par impuissance. La C.G.T. ne contrôle plus les masses laborieuses. C'est l'aspect négatif du travail de F.O. au cours des quinze dernières années.

En gros, l'ensemble des syndicats contrôle le secteur public, du fait de l'importance de F.O. dans ce secteur.

Mais lorsque les trois organisations syndicales de

la métallurgie lancent ensemble un mot d'ordre de grève dans la région parisienne, 30 % des travailleurs suivent.

La C.G.T. qui dit représenter 70 % des métallos parisiens, ne tient donc pas à faire la démonstration de sa faiblesse.

Mais on ne peut dire non plus qu'elle ne veut rien faire et la C.G.T. use d'arguties : on fera des « journées d'action », ce qui permet de faire 24 heures de grève à Saint-Nazaire, Saint-Etienne ou Grenoble et... un meeting de 600 travailleurs chez Renault !...

Nous tentons, en ce moment, de mettre la C.G.T. au pied du mur. Ou bien on se battra si on en est capable, ou bien on dira la vérité aux travailleurs.

Dire la vérité est peut-être, après tout, la meilleure façon de les mobiliser.

CRISE DE CONFIANCE

Car, de moins en moins, les travailleurs ne veulent se payer de mots.

Les travailleurs ne sont, en 1965, ni plus ni moins bagarreurs qu'en 1865 ou 1905.

Mais ils le sont autrement.

Ils veulent d'abord avoir confiance.

Ils savent que la C.G.T. les amusera. Ils craignent que F.O. n'aille pas jusqu'au bout. Ils regardent avec scepticisme et agacement les militants C.F.D.T. qui veulent tout avaler.

Alors les militants fuient l'explication avec les travailleurs. Ils accusent le mode de vie d'aujourd'hui, les heures supplémentaires, le travail noir, la civilisation du confort qui sont des données certaines mais n'expliquent pas tout.

Il y a surtout aujourd'hui, chez beaucoup, une crise de confiance.

TACTIQUE DE LUTTE

Cette analyse n'est pas facilitée par les nombreuses contradictions dont nous souffrons.

Celle, par exemple, de voter C.G.T. parce que cette organisation passe encore, à tort, comme la plus dynamique et ne pas faire confiance aux méthodes de lutte cégétistes.

Celle encore de réclamer des organisations syndicales une indépendance politique absolue et de vouloir, en même temps, qu'elles mettent le gouvernement en situation de céder.

Ou celle encore de vouloir arracher des avantages à un régime politique et économique que l'on se refuse à mettre en cause.

J'ai dit « contradictions ». Le mot « confusion » serait plus juste et nous avons encore un immense travail d'explication à faire auprès des masses ouvrières.

LES CONTRADICTIONS

Mais la tactique de lutte 65 se discute.

De nouvelles formes de grève peuvent se mettre en place.

Dans les transports, nous avons préconisé depuis longtemps, une grève gestionnaire où les trains et les autobus contiueraient de servir les usagers mais où le prix des places ne serait pas réclamé.

La C.G.T. est hostile, encore une fois, à ce genre d'action qui ne crée pas « d'agitation ».

La trouvaille est heureuse pour les transports, encore que personne n'ait encore eu le courage de l'appliquer.

Mais dans les autres professions ?

Un premier impératif s'impose : ne pas gêner l'usager nécessiteux. Je pense, par exemple, à ces retraités à qui la caisse de retraite complémentaire a envoyé un mandat postal au 20 décembre et qui ne recevront leur pension qu'au 25 ou 30 janvier par suite de la grève des P.T.T.

Comment trier ces cas des autres ?

Mais, sur la tactique générale, la C.G.T. en reste, en début 65, à la grève tournante ou partielle qui est dépassée.

F.O. à une grève générale, qui doit se préparer.

La C.F.D.T. à un plan fixé à l'avance, une sorte de contrat avec les travailleurs. Par exemple : 24 heures de grève le 15 janvier, 48 heures le 20 et le 21..., etc.

Et les travailleurs attendent et ne suivent pas le peu qui leur est demandé. Car ce peu est trop peu pour certains, déjà trop pour d'autres.

Cela n'a-t-il pas toujours été ainsi dans l'histoire ouvrière ?

Mais F.O. ne réussira sa grève générale que lorsqu'elle sera parvenue à la compréhension de la classe ouvrière.

Cette grève générale n'est peut-être pas encore mûre malgré l'essai capital du 11 décembre.

Il faut poursuivre le travail d'explication, chercher l'adhésion du travailleur afin que l'action directe puisse se poursuivre, telle que la désirent ceux qui ont pris conscience des réalités : c'est-à-dire action violente et spectaculaire.

Si le Ve plan est un plan de classe, accentuant le profit de quelques-uns, au détriment de la masse, alors, comment le fera-t-on sauter ?

M. CHAUSSE.

L'ACTIVITE DE L'UNION REGIONALE DES METAUX

Ce n'est pas dans nos possibilités, mais ce serait fort intéressant, de donner un aperçu général des réunions syndicales de base de cette fin d'année : syndicats, U.L., Unions régionales. C'est ainsi qu'on mesurerait la vitalité du mouvement syndical, qu'on aurait une idée de son influence réelle et de ses possibilités, de la valeur des militants...

C'est la pensée qui se dégage des débats du congrès de l'Union régionale des métaux F.O. de la Loire, qui s'est tenu à Saint-Chamond, le 12 décembre 1964, sous la présidence de Laval.

Ils étaient là soixante militants, des jeunes pour la plupart, à côté de quelques anciens encore dynamiques et non enlisés dans le fatras de souvenirs d'une vie militante bien remplie. En cette trop courte journée, ils ont trouvé le moyen d'aborder tous les grands problèmes de l'actualité économique, sociale et syndicale. Adeptes du matérialisme historique sans le savoir ou sans y penser, ils ont commencé par une esquisse de notre monde moderne avant de se demander comment nous y avons inséré notre action, la complétant par une vue bien précise de la structure de la métallurgie de la Loire, caractérisée par une grande dispersion des quelque 60.000 salariés dans près de 900 entreprises, 16.000 seulement occupés dans les 4 entreprises qui comptent plus de 1.000 salariés ; caractérisée également par l'augmentation régulière du nombre des professionnels et des mensuels.

C'est à ce monde réel que l'U.R. veut adapter sa structure syndicale et ses méthodes d'action. A la base, il faut rendre la section d'entreprise vivante, pénétrant la structure et la vie de l'entreprise et se groupant dans un syndicat local.

Mais il faut des militants solidement formés. Il y en a à l'U.R., on s'en rend compte par la valeur des interventions, mais c'est insuffisant. Voilà pourquoi les métallos de la Loire suivent en grand nombre les sessions de formation fédérales et confédérales, celles également du Comité d'expansion qui sont organisées et animées par nos camarades de l'U.D., et qu'ils ont coudoyé avec plaisir des militants C.G.T. C'est pourquoi, également, l'U.D. a organisé un service d'information touchant régulièrement les militants de la

section d'entreprise et alimenté par un service de documentation conjuguant les efforts de l'U.R., de l'U.D., de la fédération et de la confédération.

Partant d'un milieu bien déterminé, avec une organisation bien assise, il s'agit de préciser l'action revendicative, de préparer et de faire exécuter les accords d'entreprise, les conventions collectives. Le cahier de revendications est déjà établi pour les mois prochains : salaire mensuel garanti partant d'un minimum de 600 F, pas de semaine de travail supérieure à 48 heures, semaine de 40 heures sans diminution de salaire, retraite à 60 ans... Une grille minima est déjà demandée.

Mais comment engager l'action ? Il faut d'abord « populariser » ces revendications, créer l'ambiance favorable à l'action tant chez les métallos que dans l'opinion publique. Plus d'accords de base au rabais mais action dans les entreprises restant à la traîne pour appliquer le minimum annuel d'augmentation, plan d'action fédéral.

Mais F.O. ne peut seule réaliser une action généralisée qui s'impose. La C.G.T. s'en détourne pour s'en tenir aux grèves partielles pour une ambiance de lutte. La C.F.D.T., comme la C.G.T., n'a pas poussé à la grève le 11 décembre, créant, comme elle, la confusion ou poussant à l'abstention. Les considérations autres que l'intérêt immédiat des travailleurs semblent avoir parfois la priorité, au moins le souci d'être toujours les premiers avec l'arrière-pensée de profiter de l'action commune ou, pour certains, d'en faire profiter le parti qui est l'inspirateur et l'orienteur.

***

L'U.R. déborde le cadre purement syndical. Elle a ses représentants au comité d'expansion de la Loire qui est un organisme d'animation de l'économie régionale freiné par certains patrons. Elle y puise une abondante documentation et une connaissance de la situation qui lui permet d'avoir des méthodes d'action plus efficaces.

Le Ve plan, l'Europe, encore des problèmes qui sont à l'étude à côté des problèmes sociaux qui sont l'objet, de la part du congrès, d'une attention toute particulière : la formation professionnelle (développement des collèges techniques, des centres professionnels de la métallurgie...) ; les retraites complémentaires, le logement, la sécurité sociale...

***

Au-dessus de tout cela, il y a la volonté de contribuer à la création d'un mouvement syndical non seulement libre dans son administration, mais ayant sa pensée propre, sa liberté entière de mouvement, assurant son indépendance vis-à-vis du pouvoir, des pouvoirs, des partis, des églises. C'est là la condition première de l'unité que l'U.R. veut réaliser. Mais, en attendant, elle ne repousse pas l'unité d'action à la base pour des buts bien déterminés dont elle est capable d'exiger le respect quand des partenaires tentent de s'en détourner pour tirer la couverture à eux.

***

Voilà une organisation vivante. Il serait souhaitable d'en voir d'autres en mouvement, à F.O., à la F.E.N., à la C.G.T. ou à la C.F.D.T. Une série de petits instantanés comme celui que nous venons de prendre serait fort instructive.

U. T.

INVESTISSEMENTS ET AUTOFINANCEMENT

En 1964, la part de l'investissement dans le produit national est de 20,3 %, supérieure à celle de la Belgique, de la Grande-Bretagne et des U.S.A.

Mais elle est inférieure à celle de l'Allemagne (26,3 %), de l'Italie (26,3 %), du Japon (34,2 %).

Et, fait à souligner, l'autofinancement qui représentait 46,7 % des investissements des entreprises en 1959, alors que l'U.D. de la Loire s'élevait contre l'appropriation de ce produit social par les détenteurs des moyens de production, déjà rémunérés pour leurs apports de fonds, ne s'élevait plus qu'à 44,8 % en 1963 (pour l'ensemble des entreprises) ; pour le privé, ces taux seraient respectivement de 83,3 % et 61,9 %. Ça donne une idée de l'importance de « la part sociale » dans l'actif des entreprises, donc de l'appropriation injustifiable par les capitalistes, que, pour employer l'expression de Proudhon, on pourrait qualifier de vol, même dans le cadre de la législation bourgeoise.

LES SIDERURGISTES ANGLAIS AURONT LES 40 HEURES SANS REDUCTION DE SALAIRES

Le mouvement pour la réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire commencé en 1959 en Grande-Bretagne avait porté ses fruits déjà pour 6.800.000 salariés puis, en 1961, pour 5.700.000 autres. En juillet prochain, les 120.000 sidérurgistes anglais auraient leurs 40 heures (au lieu de 42) sans réduction de salaires.

Ce n'est pas un cadeau du gouvernement travailliste, mais le résultat d'une action de longue haleine.

Par contre, le gouvernement a amené les syndicats à s'engager dans sa politique des revenus, en admettant que la hausse salariale ne dépasse pas celle de la productivité, les patrons promettant de tenir les prix. Les patrons ne sont pas perdants, s'il y a stabilisation, leurs profits sont stabilisés, donc les injustices actuelles aussi ; si la productivité augmente et que les salaires augmentent dans la même proportion, la part patronale, la plus grande dans la valeur de la production, se trouvera accrue en volume et en valeur plus que les salaires. Mais on verra mieux à l'usage. Attendons.

EN ALLEMAGNE AUSSI LES OUVRIERS REVENDIQUENT

Le patronat allemand, selon la D.G.B. (C.G.T. allemande) a enregistré, entre le premier semestre 1963 et le premier semestre 1964, une augmentation de profits de 14 % environ, ce qui a permis d'augmenter les bénéfices non distribués de 55 % et les salaires de 9 % seulement. Le patronat ne conteste pas l'augmentation du profit, soulignant seulement la situation inverse de 1961 à 1963 alors que les salaires auraient été relevés de 23,6 %.

Mais les syndicats estiment devoir participer à la propspérité économique. Sept millions de salariés allemands demandent une augmentation de salaires de 10 % en moyenne : les sidérurgistes : 10 % ; les mineurs : 8 %, plus le relèvement de l'allocation logement..., les fonctionnaires : 8 %.

L'institution du 13e mois est posée par les sidérurgistes, les cheminots, les postiers.

A SAINT-ETIENNE, REPAS FRATERNEL POUR LE 40e ANNIVERSAIRE DE LA « R.P. »

Cet anniversaire, le noyau de la Loire a pensé qu'il valait la peine... et la joie... d'être marqué comme à Paris. Dans le département, en effet, les lecteurs de la « R.P. » sont nombreux et participent activement à la rédaction de la revue.

Ils sont donc tous invités, avec leurs amis et leur épouse, à un repas fraternel, le samedi 23 janvier, à 20 heures.

Au préalable, Guilloré et Charbit parleront de la vie de la « R.P. » et de ses difficultés, à 18 heures, à la Bourse du Travail de Saint-Etienne. Yvernel et Devarennes viendront avec eux.

Une invitation sera adressée aux abonnés, mais d'ores et déjà, tous les syndicalistes fidèles à la Charte d'Amiens sont conviés à cette rencontre et au repas amical qui suivra.

Inscription auprès de l'ami Urbain THEVENON, 67, rue de la Sablière, à SAINT-ETIENNE. Tél. : 32-89-44. Prix du repas : 12 francs à verser au C.C.P. de U. THEVENON, LYON, No 186.09, avant le 18 janvier.

CENTENAIRE DE LA MORT DE PROUDHON

Il y a cent ans, le 16 janvier 1865, Pierre-Joseph Proudhon mourait à Paris, âgé seulement de 56 ans, usé prématurément par un énorme labeur cérébral. Il est impossible, certes, d'évoquer en quelques mots l'extraordinaire personnalité de cet ancien ouvrier, fils de paysans, enfant de ses œuvres, autodidacte.

Mis à part tous ses autres mérites, il a été l'un des plus grands écrivains de notre langue, auquel Sainte-Beuve consacra un livre entier.

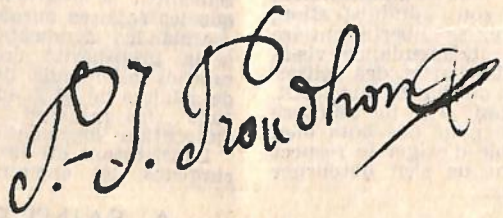
Le génie de Proudhon était multiforme, ses œuvres complètes (auxquelles s'ajoutent les quatorze volumes de la Correspondance *et les cinq volumes de* Carnets *en cours de publication) surabondantes. Il a été, tout à à la fois, le père de l'économie politique socialiste et de la sociologie moderne, le père de l'anarchisme, du mutuellisme, du syndicalisme révolutionnaire, du fédéralisme et de cette forme particulière de collectivisme qu'actualise aujourd'hui l' « autogestion ». Ses vues sur l'histoire et, notamment, sur la Révolution française, sur Napoléon, sont d'une intuitive perspicacité, qui l'apparentent à Michelet. Enfin et surtout, il a été le premier à entrevoir et à dénoncer prophétiquement, les dangers d'un socialisme autoritaire, étatique et dogmatique.*

La Révolution de 1848 lui fournit l'occasion de descendre, non sans courage, dans l'arène révolutionnaire et, sous le second Bonaparte, l'audace subversive de ses écrits lui valut des poursuites, la prison, l'exil.

Sa tournure d'esprit originale et paradoxale, exagérée par une puissante verve plébéienne, l'amena trop souvent à laisser fuser de son cerveau en ébullition des idées outrancières : sur la guerre, sur le progrès, sur le féminisme, sur le racisme, sur l'art, etc. Il prêcha une morale fanatiquement puritaine. Il ne s'affranchit jamais entièrement de la formation chrétienne de ses premières années et, dans son ouvrage le plus monumental, un des réquisitoires les plus virulents et les plus écrasants qu'ait jamais prononcés l'anticléricalisme, la Justice apparaît, en fin de compte, comme un synonyme, à peine différencié, de Dieu. Il ne réussit pas davantage à rejeter la forte empreinte idéaliste qu'il devait à la lecture, par personnes interposées, de Hegel et son esprit foncièrement juridique demeura fermé à la conception matérialiste de l'histoire.

A la fois révolutionnaire et conservateur, épris de liberté et d'ordre, Proudhon a été revendiqué par les idéologies les plus opposées. De son temps, bien que fort lu et l'objet d'une publicité tapageuse, il a été singulièrement seul. Vu avec le recul d'un siècle, il n'appartient à personne. Il est un phénomène.

Le marxisme, qui ne l'attaqua pas toujours avec mansuétude ni bonne foi, l'a quelque peu éclipsé. Le « socialisme scientifique », bien qu'il ait été écartelé sur le plan de l'action entre le blanquisme, le réformisme parlementaire, l'anarchisme et l'étatisme et, sur le plan théorique, entre la philosophie hégélienne et l'économie politique anglaise, est, au moins en apparence, plus cohérent que ne le furent les visions parfois chaotiques de Proudhon. Le formidable pouvoir temporel, la dictature intellectuelle exercés, aujourd'hui, au nom de Marx, à la faveur, tout à la fois, de la Révolution d'Octobre et de sa trahison par les épigones rouges, ont fait du tort à la mémoire de Proudhon. Il est aujourd'hui quelque peu méconnu, calomnié, oublié. On croit avoir tout dit en lui décochant l'épithète insultante de « petit bourgeois ». Raison de plus pour lui rendre ici, à l'occasion de ce centenaire, l'hommage qui lui est dû. — D. G.



père de l'autogestion

Proudhon, le premier de tous les socialistes, a défini les grandes lignes de l'autogestion ouvrière. Alors que le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels, rédigé au début de 1848, à la veille de la Révolution de Février, n'entrevoyait d'autre solution que la centralisation entre les mains de l'Etat fourre-tout de tous les instruments de production, et empruntait à Fourier, à Louis Blanc l'idée autoritaire d'embrigader les travailleurs de la manufacture comme ceux de la terre dans des « armées industrielles », Proudhon exposait une tout autre conception de la société socialiste.

La Révolution française de 1848 avait vu naître, à Paris, à Lyon, une admirable floraison spontanée d'associations ouvrières. Cette autogestion naissante était pour Proudhon le *fait révolutionnaire*. Elle n'avait pas été inventée par un théoricien, prêchée par des doctrinaires. Ce n'était pas l'Etat qui avait donné la première impulsion. C'était le peuple. Et Proudhon pressait les travailleurs de s'organiser pareillement sur tous les points de la République, d'attirer à eux, d'abord la petite propriété, le petit commerce et la petite industrie, puis la grande propriété et les grandes entreprises, puis les exploitations les plus vastes (mines, canaux, chemins de fer, etc.) et, ainsi de « *devenir maîtres de tout* » (1).

On a tendance, aujourd'hui, à ne retenir de Proudhon que ses recettes, quelque peu utopiques, en vue d'assurer, par le crédit gratuit, la survie de la petite entreprise artisanale. Mais ce « mutuellisme » fait oublier que, pour la grande industrie moderne, exigeant une énorme main-d'œuvre, une mécanisation poussée, Proudhon était délibé-

(1) Manifeste électoral, *Le Peuple*, no 4, 8 15 novembre 1848, dans *Mélanges*, articles de journaux, vol. I.

rément *collectiviste* (2). Mais son collectivisme rejetait tout aussi catégoriquement l'étatisme. Les grands instruments de production ne devaient être gérés ni par des compagnies capitalistes ni par l'Etat. Etant aux ouvriers qu'ils occupent « ce que la ruche est aux abeilles », leur gestion était à confier à des associations ouvrières. Ainsi seulement le travailleur serait « désaliéné » (3).

« Nous, producteurs associés ou en voie d'association, écrivait-il, nous n'avons pas besoin de l'Etat (...) L'exploitation par l'Etat, c'est toujours de la monarchie, toujours du salariat (...) Nous ne voulons pas plus du gouvernement de l'homme par l'homme que de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le socialisme est le contraire du gouvernementalisme (...) Nous voulons que ces associations soient (...) le premier noyau de cette vaste fédération de compagnies et de sociétés, réunies dans le commun lien de la république démocratique et sociale. »

Entrant dans le détail de l'autogestion ouvrière, Proudhon en énumérait, avec une remarquable précision, les données essentielles :

Tout individu associé a un droit indivis dans la propriété de la compagnie.

Chaque ouvrier doit assumer sa part des corvées répugnantes et pénibles.

Il doit parcourir une série de travaux et de connaissances, de grades et d'emplois qui lui assurent une formation encyclopédique.

Les fonctions sont électives et les règlements soumis à l'approbation des associés.

Les salaires sont proportionnés à la nature de la fonction, à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité.

Tout associé participe aux bénéfices dans la proportion de ses services.

Chacun est libre de quitter à volonté l'association, de faire régler son temps et liquider ses droits.

Les travailleurs associés choisissent leurs conducteurs, leurs ingénieurs, leurs architectes, leurs comptables. Proudhon insistait sur le fait que le prolétariat manquait encore de techniciens. D'où nécessité d'associer à l'autogestion ouvrière des « notabilités industrielles et commerciales » qui initieraient les ouvriers à la discipline des affaires et seraient rémunérés par un traitement fixe : il y avait « place pour tout le monde au soleil de la révolution » (4).

***

Cette conception libertaire de l'autogestion était aux antipodes de l'autogestion paternaliste et étatique telle que l'esquissait Louis Blanc dans un projet de décret de mars 1848 (5). L'auteur de *l'Organisation du Travail* voulait, lui, créer des associations ouvrières sous l'égide de l'Etat, commanditées par l'Etat. Il avait prévu pour elles une répartition autoritaire des bénéfices, ainsi ventilés :

25 % à un fonds d'amortissement ;
25 % à un fonds de secours social ;
25 % à un fonds de réserve ;
25 % à partager entre les travailleurs.

Remarquons, en passant, combien ressemblent à ce projet les décrets de mars 1963 par lesquels l'Etat algérien a institutionalisé l'autogestion, à l'origine création spontanée de la paysannerie. La répartition entre les divers fonds prévus est à peu près la même et les derniers 25 %, « à partager entre les travailleurs », ne sont autres que le fameux « reliquat » qui, en Algérie, a suscité, et suscite toujours, tant de controverses, les adversaires sournois de l'autogestion tentant d'en retirer aux autogestionnaires la libre disposition.

Mais Proudhon, lui, ne voulait rien entendre d'une autogestion de ce type. Pour lui, les travailleurs associés ne devaient pas « se soumettre à l'Etat », mais « *être l'Etat lui-même* » (6). La république devait être, selon lui, une « *anarchie positive* », reposant sur la participation directe du peuple aussi bien à la production et à la distribution des richesses qu'à la législation et au gouvernement (7). Et il mettait les travailleurs en garde contre l'illusion que l'Etat tel que le rêvaient les socialistes autoritaires pourrait tolérer une autogestion libre. Comment, en effet, supporterait-il « à côté d'un pouvoir centralisé la formation de foyers ennemis » ? Proudhon lançait prophétiquement cette mise en garde : « *Rien n'est faisable par l'initiative, par la spontanéité, par l'action indépendante des individus et des collectivités tant qu'elles seront en présence de cette force colossale dont l'Etat est investi par la centralisation.* » (8) Tout le drame de l'autogestion contemporaine tient dans ces quelques mots.

***

Il convient de faire remarquer ici que c'est la conception libertaire, et non la conception étatique, de l'autogestion qui a prévalu dans les congrès de la Première Internationale.

Au congrès de Lausanne (1867), le rapporteur ayant proposé de rendre l'Etat propriétaire des entreprises à nationaliser, Charles Longuet, alors proudhonien, mais qui devait, par la suite, épouser la fille de Karl Marx, déclara : « *D'accord, à la condition qu'il soit bien entendu que nous définissons l'Etat « la collectivité des citoyens »* (...) *et aussi que ces services ne seront pas administrés par des fonctionnaires de l'Etat,* (...) *mais par des compagnies ouvrières...* »

Le débat reprit l'année suivante (1868) au congrès de Bruxelles et le rapporteur, cette fois, prit soin d'apporter la précision réclamée : *la propriété collective appartiendrait à la société entière, mais elle serait concédée à des associations de travailleurs. L'Etat ne serait plus que la fédération des divers groupes de travailleurs.* La proposition ainsi explicitée fut adoptée (9).

***

Proudhon, pour en revenir à lui, avait exploré un des problèmes essentiels de l'autogestion contemporaine : doit-elle ou non se conjuguer avec la concurrence ? Il répondait par l'affirmative. La concurrence était, à ses yeux, « l'expression de la spontanéité sociale », le gage de la « liberté » des associations. Et il précisait : « Vis-à-vis de la société, la compagnie s'engage à fournir toujours au prix le plus près du prix de revient les produits et services qui lui sont demandés. (...) A cet effet la compagnie ouvrière s'interdit toute coalition [monopolistique], se soumet à la loi de la concurrence, tient ses livres et ses archives à la disposition de la société qui conserve à son égard, comme sanction de son droit de contrôle, la faculté de la dissoudre. » (10) « La concurrence et l'association s'appuient l'une sur l'autre (...). La plus déplorable erreur du socialisme est de l'avoir

(2) *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, 1851, édition Rivière, p. 275-281.
(3) Manifeste électoral, cité.
(4) *Idée générale...*, édition Rivière, p. 277-283, 329.

(5) Proudhon, *Confessions d'un Révolutionnaire*, 1849, édition Rivière, p. 260.
(6) Manifeste de la démocratie anarchiste, *Peuple*, 22, 26 et 31 mars 1848, reproduit dans *Solution du Problème Social*, 1868.
(7) *Idée Générale...*, 1851, édition Rivière, p. 329.
(8) Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*, 1864, édition Rivière, p. 329, 403.
(9) Jacques Freymond, *La Première Internationale, recueil de documents*, Droz, Genève, 1962, I p. 151 et 365-465.
(10) Proudhon, *Idée Générale...*, p. 281.

regardée [la concurrence] comme le renversement de la société. Il ne saurait (...) être (...) question de détruire la concurrence (...). Il s'agit d'en trouver l'équilibre. » (11)

Cet attachement au principe de la concurrence valut à Proudhon les sarcasmes de Louis Blanc : « Nous ne saurions comprendre ceux qui ont imaginé je ne sais quel mystérieux accouplement des deux principes opposés. Greffer l'association sur la concurrence est une pauvre idée : c'est remplacer les eunuques par les hermaphrodites. » (12) Louis Blanc voulait abolir la concurrence par l'intervention de l'autorité étatique, patronnant et commanditant l'industrie. De son côté, Marx, dans sa réplique à Proudhon, lui rétorqua que les socialistes « *voient dans la société à venir le renversement de la concurrence* ». (13)

Proudhon, certes, ne se dissimulait pas les méfaits de la concurrence qu'il avait surabondamment décrits dans son traité d'économie politique. Il savait qu'elle est source d'inégalité. Il admettait que « dans la concurrence la victoire est assurée aux plus gros bataillons ». (14)

Mais l'absence de concurrence n'était, de l'avis de Proudhon, pas moins pernicieuse. Il citait l'exemple de la régie des tabacs. Ce monopole, du fait même qu'il est soustrait à la concurrence, est un service trop cher, sa productivité est insuffisante. Si toutes les industries étaient soumises à un tel régime, la nation, dit-il, ne pourrait plus équilibrer ses recettes et ses dépenses.

Autre exemple : la coopérative ouvrière de peinture en bâtiment Leclaire. Les salaires de cette maison étant de beaucoup supérieurs à la moyenne générale, la première chose à faire, dans une réorganisation de la société, serait de susciter à la maison Leclaire une concurrence. (15)

Mais la concurrence telle que la rêvait Proudhon n'était pas la concurrence *anarchique* (encore une fois, dans le sens péjoratif du terme), abandonnée à elle-même, de l'économie capitaliste, mais une concurrence dotée d'un principe supérieur qui la « socialise », une concurrence qui opère sur la base d'un échange loyal, dans un esprit de solidarité, une concurrence qui, tout en sauvegardant l'initiative individuelle, ramène à la collectivité les richesses que l'appropriation capitaliste en détourne. (16)

De toute évidence, il y avait dans cette conception une part d'utopie. La concurrence, l'économie dite de marché produisent fatalement l'inégalité et l'exploitation, même si l'on partait d'une situation d'égalité parfaite. Elle ne saurait être accouplée à l'autogestion ouvrière qu'à titre transitoire, comme un moindre mal nécessaire, en attendant :

1) qu'une mentalité de « sincérité de l'échange » (17), comme dit Proudhon, se soit développée chez les autogestionnaires ;

2) et, surtout, que la société ait passé du stade de la pénurie à celui de l'abondance, à partir duquel la concurrence perdrait toute raison d'être.

Mais, dans cette période transitoire, il paraît souhaitable que la concurrence soit limitée, comme c'est le cas, d'ailleurs, aujourd'hui, en Yougoslavie (18), à la sphère des moyens de consommation, où elle a, au moins, l'avantage de défendre les intérêts du consommateur. En même temps, il faudrait tendre à la remplacer progressivement par une planification.

Proudhon avait raison de craindre la planification autoritaire et c'est pourquoi il lui préférait, d'instinct, une concurrence d'inspiration solidariste. Mais l'on peut aussi concevoir une *planification démocratique et libertaire*, élaborée de bas en haut, par les conseils ouvriers et les syndicats, du genre de celle ébauchée par les syndicalistes libertaires en Espagne républicaine et qui permettait d'échapper aux inconvénients que n'évite pas la concurrence, même lorsqu'elle est « socialisée » par un principe supérieur. L'exemple actuel de la Yougoslavie en fournit la preuve. Utile à la fois, comme stimulant à l'esprit d'entreprise et comme moyen de lutte contre la vie chère, la concurrence inspire trop souvent aux autogestionnaires yougoslaves une mentalité égoïste et capitaliste, d'où le souci de l'intérêt général est absent. Il est à noter que l'autogestion ouvrière en Yougoslavie est critiquée, aujourd'hui, par les Cubains et les Chinois, à cause, précisément, de son incapacité à concilier concurrence et socialisme.

Le régime paternaliste de Tito est obligé, par saccades intermittentes, de corriger les abus de la concurrence, mais sa structure autoritaire ne lui permet, le plus souvent, de rectifier le tir que par une brutale reprise en main de l'autogestion, que par un resserrement de la planification autoritaire et bureaucratique. (19) D'où des oscillations perpétuelles, auxquelles seule pourrait mettre fin une économie « dirigée » par en bas, à l'aide, notamment, d'un syndicalisme vivant, qui ne serait plus un simple appendice de l'Etat totalitaire et du parti unique.

***

Le caractère nécessairement *unitaire* de l'autogestion libertaire, Proudhon l'avait lucidement entrevu. Il y avait, à ses yeux, plusieurs manières de concevoir l'ordre. Les anarchistes, disait-il, aspirent à l'ordre autant et plus que ceux qui le troublent par leur prétendu gouvernement. Et il posait la question : « Est-ce que les compagnies ouvrières pour l'exploitation des grandes industries n'expriment pas l'unité ? » « Ce que nous mettons à la place du gouvernement, c'est l'organisation industrielle. Ce que nous mettons à la place de la centralisation politique, c'est la centralisation économique. »

L'autogestion libertaire, c'était pour Proudhon la société enfin « vivante, organisée », « le plus haut degré de liberté et d'ordre auquel l'humanité puisse parvenir. » (20)

Telle était, pour lui, la révolution au XIXe siècle. Telle était aussi, pour les bolchéviks russes, à la veille d'Octobre, la révolution du XXe siècle. Car, si étonnant que cela puisse paraître aujourd'hui, le parti de Lénine estimait alors que « le maximum de planification possible », qu' « une vraie discipline du travail » ne pouvaient être obtenus que par « *l'autogestion des travailleurs et leur contrôle centralisé sur l'industrie* ». (21) Mais à cette conception libertaire, Lénine superposait, déjà à cette époque, le Parti bolchévik et l' « Etat prolétarien » qui, finalement, devaient réduire à néant les conseils d'usines, la démocratie soviétique, et tourner le dos aux enseignements de Proudhon.

Daniel GUERIN.

---

(11) Du même, *Philosophie de la Misère*, 1846, Ch. IV, La concurrence, édition 1867, I, p. 208.

(12) *Ibid.*, p. 210.

(13) Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, 1847, édition 1922, p. 178-180.

(14) Proudhon, *Philosophie de la Misère*, I, p. 209, 211, 214.

(15) *Ibid.*, I, p. 186, 215.

(16) *Ibid.*, p. 209, 217.

(17) *Ibid.*, II, p. 414.

(18) Albert Meister, *Socialisme et Autogestion, l'expérience yougoslave*, éditions du Seuil, 1964, p. 334.

(19) *Ibid.*, p. 17, 54, 322, 352.

(20) Proudhon, *Idée Générale...*, p. 202-203, 301-302, 369, 420, 428.

(21) Cf. les procès-verbaux du Comité Central du parti bolchévik que François Maspéro vient de publier sous le titre : *Les bolchéviks et la révolution d'Octobre*, p. 98.

LES « REVOLUTIONNAIRES PROFESSIONNELS »

Chaque fois qu'un « révolutionnaire professionnel » passe de vie à trépas, les politiciens de toutes couleurs lui tressent des guirlandes. Dès lors que l'adversaire est écarté, il n'y a que profit à lui découvrir des mérites qui revalorisent la profession politique et donnent un peu de lustre, par ricochet, à ceux qui vivent encore de cette profession.

Les syndicalistes se souviennent que les premiers règlements des organisations ouvrières évitaient l'embourgeoisement des secrétaires appointés, en fixant une limite au nombre ou à la durée de leurs mandats. Délégué par ses camarades, le militant accomplissait son année ou ses années de permanence, après quoi il reprenait son métier pour une nouvelle période d'activité salariée.

Les communistes qui visent à occuper tous les hauts postes, dans toutes les branches d'activité, *en conservant leur vie durant tous les avantages attachés à ces postes en régime bourgeois,* ne pouvaient accepter une conception aussi élevée, aussi désintéressée. Ils ont imaginé et imposé, sur le terrain politique comme sur le syndical, la notion du « révolutionnaire professionnel », en supprimant la « retrempe » périodique du militant dans sa condition ouvrière, parmi des camarades de travail.

Pour nous, la question est de savoir si cette notion peut être utile, conforme à nos intérêts et si elle est acceptable comme un des moyens d'atteindre au but désiré.

SUR LA MORALE OUVRIERE

La seule civilisation qui nous semble valable est une civilisation fondée sur le travail. Le travail est la source et le moyen de la solidarité des hommes. L'adulte a le devoir de rendre à la collectivité les soins et services qu'il a reçus d'elle dans son jeune âge, c'est-à-dire de produire à son tour pour ceux qui ne sont pas encore ou ne sont plus aptes à le faire.

Même notre revendication du « *droit à la paresse* » n'est qu'un aspect de notre hommage au travail puisque seul le travail efficace, nourricier, rationnellement réparti et organisé, peut procurer à l'ensemble des loisirs accrus.

Chercher à esquiver cette obligation de solidarité est une conception purement bourgeoise, c'est le « démerdage » du système capitaliste permettant de bien vivre en faisant travailler ou en laissant travailler les autres. Se débrouiller pour ne pas travailler, c'est ne pas rendre ce que l'on a reçu, c'est, sur le plan individuel, organiser une sorte de banqueroute.

« Qui ne travaille pas, ne mange pas », comme nous disions naïvement en 1917...

Qu'un apprenti mineur ou mécanicien, qu'un jeune bachelier ou étudiant, membre d'un groupement politique de jeunesse, se « débrouille » pour devenir appointé de son groupement, puis ensuite permanent appointé des adultes sa vie durant, c'est une affaire entre lui et sa conscience, mais il ne nous viendrait pas à l'idée de donner en exemple, en le magnifiant, un homme n'ayant travaillé que quatre ou cinq ans au cours de sa vie, étant enfant ou adolescent.

Cependant, nous serions suffisamment réalistes pour faire taire nos préférences morales, pour comprendre que des hommes fassent de la politique une profession si cela devait nous conduire plus rapidement à la société d'égalité et de liberté qui est notre ambition d'hommes. Passons donc à l'examen de l'efficacité.

SUR L'EFFICACITE REVOLUTIONNAIRE

Comme le dit Marx, dans le « Manifeste », les communistes proclament ouvertement que leur but est « le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel ». Pour eux la Révolution est la prise du pouvoir par l'insurrection, par la guerre civile. « Le parti étant le chef politique de la classe ouvrière et son détachement organisé, il doit préparer les ouvriers à la lutte directe pour le pouvoir » (Staline, « Le Léninisme théorique et pratique », page 74 et 86).

« Il faut rassembler, à l'endroit et au moment décisifs, des forces de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi, sinon ce dernier, mieux préparé, mieux organisé, anéantira les insurgés. L'insurrection une fois commencée, agir avec le maximum de vigueur et engager, coûte que coûte, l'offensive. La défensive est la mort de l'insurrection. » (Lénine, « Conseil d'un absent », cité par Staline, page 74).

Eu égard à ces buts, la thèse sur la nécessité de « révolutionnaires professionnels » pouvait se défendre. Comme on apprend la tactique aux élèves officiers dans les armées gouvernementales, il pouvait paraître utile d'apprendre la stratégie aux militants devant préparer et conduire une insurrection. C'est ainsi qu'après la scission de Tours, le P.C. édita un « Traité pratique de la guerre de rues » grâce auquel il espérait fournir aux adhérents une technique en vue de la prise du pouvoir.

Il s'agissait d'un geste purement spectaculaire pour marquer la différence entre le nouveau parti et la vieille S.F.I.O. La suite l'a prouvé. La préparation révolutionnaire s'est arrêtée là car il est évident qu'un groupement ayant atteint 700.000 adhérents (sept cent mille) et cinq millions de fidèles électeurs, aurait depuis longtemps joué son rôle s'il avait été animé par de véritables communistes.

Pour en être persuadé, il suffit simplement de se demander « *qu'aurait fait Blanqui* (ou Vaillant, ou Varlin, ou Delescluze) *s'il avait été en tête de* 700.000 *militants appuyés sur* 5 *millions de sympathisants ?* »

Poser la question c'est la résoudre et c'est en cela que la position de *Mao Tse-Toung* s'explique du point de vue bolchévique. Il a pris au sérieux les théories bolcheviques et il ne peut absolument pas comprendre qu'avec de tels atouts des « révolutionnaires professionnels » puissent rester tranquilles toute leur vie sans commencer l'action.

En fait, il semble bien que les prétendus professionnels n'ont jamais nulle part « conduit les troupes au feu » comme on dit en jargon militaire. Les mouvements révolutionnaires semblent avoir été d'abord des incidents sporadiques, puis des révoltes locales de militants obscurs que leur multiplication soudait et transformait en mouvement de masse.

Le propre des « révolutionnaires professionnels » est de se réserver, de se bien placer et si le soulèvement réussit d'être les premiers à s'emparer des leviers de commande et des fauteuils vacants des anciens gouvernants.

Même Lénine, *qui avait couru antérieurement de gros risques comme militant,* n'était pas le chef de l'action et il est symptomatique que le texte adressé, en 1917, aux ouvriers dans l'action est intitulé : « Conseil d'un absent ». Il est vrai que Lénine n'était pas volontairement absent.

PETIT TRAVAIL REFORMISTE

A la Libération tout allait-il changer ? Du haut du balcon de la mairie de Cahors et un peu partout ailleurs, un résistant faisait élire *à mains levées* un « Comité de Libération local » comprenant un représentant de chaque organisation, ce qui donnait au P.C. une majorité absolue avec ses groupements satellites : Jeunesse républicaine, Femmes Françaises, C.G.T., Francs Tireurs, Front National, etc.

Nous pensions : c'est octobre 1917 qui recommence. Au congrès, à Paris, on refait adopter la liste d'un comité exécutif, c'est-à-dire *sous un autre nom,* un Conseil des Commissaires du Peuple...

Quand la pyramide sera ainsi établie, les « révolutionnaires professionnels » s'installeront en haut et commenceront à exercer leur profession. La révolution sera facilitée par l'économie d'occupation, *le rationnement, la distribution égalitaire des denrées, vêtements, chaussures, la fixation autoritaire des prix, des loyers, des salaires, tout cela constitue la transition et prépare la société socialiste.*

Et puis la bourgeoisie est profondément déchirée; pétainistes et gaullistes continuent à s'exécuter à tour de rôle et Lénine l'a écrit : « On peut considérer le moment venu pour la bataille décisive lorsque toutes les forces de classes qui nous sont hostiles se sont suffisamment entredéchirées, affaiblies dans leur lutte mutuelle » (maladie infantile, cité par Staline, « Le Léninisme », page 74).

Patatras ! La montagne a accouché d'une souris. Les « révolutionnaires professionnels » sont bien arrivés en haut comme ministres de M. de Gaulle dans un système capitaliste réinstallé...

De sorte que depuis 1920 *ils n'ont pas cessé d'accomplir sur le plan politique ou syndical un petit travail réformiste très ordinaire.* Ce n'est certes pas une raison de béatification, ni même de reconnaissance pour quarante années de dévouement à la classe ouvrière. Qu'un professionnel serve son parti tant qu'il est très honorablement appointé par ce parti, cela ne saurait nous étonner. On trouve ce minimum d'honnêteté et de conscience dans toutes les autres professions.

Les syndicats américains utilisent les services de professionnels et il n'est pas rare que deux anciens élèves de grandes écoles se retrouvent face à face, l'un pour le patronat, l'autre pour le salariat, dans un examen serré des bénéfices. des réserves du bilan de l'entreprise, etc., mais il n'est pas question de mettre ces spécialistes à la tête du mouvement et d'en faire des dictateurs ou des demi-dieux.

S'agissant de discuter, puis de rejeter ou de signer tel projet de convention de travail, de voter sur des textes de lois favorables ou défavorables à la classe ouvrière, d'accepter ou de repousser telle disposition du budget de l'Etat, etc., ce petit travail ordinaire de délégué est aussi bien fait, *si l'on estime qu'il est nécessaire,* par un camarade ayant un véritable métier ; il suffit qu'il sache ce qu'il veut et de quoi il est question.

Pour ce travail réformiste ordinaire, les « révolutionnaires professionnels » ne sont d'aucune utilité particulière.

LA SECURITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Avant 1917, des militants russes traqués changeaient si souvent d'identité et de résidence que toute profession leur devenait difficile. *Le risque avait imposé une situation* et ils vivaient souvent des subsides de leurs camarades, sans autre travail que le tirage de textes au duplicateur, leur diffusion et la liaison entre les différents groupes. C'est ce qui a permis aux bolcheviks de justifier les « révolutionnaires professionnels ».

Mais *leur sincérité était gagée par les risques qu'ils acceptaient.* Il en est autrement dans les démocratie, car loin d'être un sacrifice de tous les jours, les divers postes de « révolutionnaires professionnels » sont des sinécures enviées, disputées, elles dispensent leurs titulaires du travail quotidien en leur procurant, sans risque, une honnête aisance et, pour certaines, une vie de grands bourgeois avec automobile, villa, serviteurs, beaux voyages, séjour dans les palaces, réceptions, villes d'eau, soins médicaux par les sommités médicales, etc.

Des gens peuvent avoir le désir de réussir « là-dedans » comme ils l'auraient eu dans les aspirateurs ou le camembert. *Pour la sécurité de la classe ouvrière,* des garanties sérieuses de sincérité devraient être normales, notamment un passé de militant dévoué dans des tâches désintéressées. La désignation au choix s'oppose à ces garanties. En effet, le grand patron qui détient l'autorité donne la préférence à la docilité ; il préfère s'entourer de jeunes qui lui devront tout, dont la personnalité n'est pas encore épanouie, qui n'ont pas encore de traditions et qui en sont plus malléables.

C'est ainsi, *par exemple,* qu'à la même époque nous avons vu surgir à des postes de responsabilité des cooptés à peu près du même âge, choisis par le secrétariat du Komintern ou par le secrétariat du P.C. : Doriot, Thorez, Marion, Chasseigne, Fégy, Péri. Or, sur ses six permanents de la même promotion, *les quatre qui ont été limogés par la suite ne sont pas rentrés dans le rang, ils sont passés dans l'autre camp.*

Jacques Doriot, apprenti mécano devenu secrétaire appointé des J.C. et, après un stage à l'Ecole léniniste de Moscou, délégué de l'Internationale au travail anticolonial. Il change de camp quand il est limogé à la demande de Thorez. Paul Marion, jeune bachelier, étudiant, promu responsable de l'Ecole léniniste de Bobigny, puis pendant plusieurs années de secrétaire de l'Agit-Prop à Moscou. Remplacé, il change de camp et devient Ministre de l'Information de Vichy. François Chasseigne, secrétaire appointé des Jeunesses qui, perdant son emploi, devient ensuite député socialiste et, finalement, ministre du gouvernement de Vichy. Camille FEGY, appointé du parti qui, perdant son emploi, suit Doriot et se trouvait, la dernière fois que je l'ai rencontré, dans l'équipe de Pierre Poujade.

L'enseignement à retenir de ces simples exemples, c'est d'abord que les cooptations n'offrent pas les garanties de l'élection par les camarades de travail où les citoyens de la même commune connaissent l'homme plus intimement.

Fégy qui est bon vivant et homme d'esprit me dira peut-être si nous nous rencontrons de nouveau : « il n'y a que les sots qui ne changent pas » ou « Poujade est plus révolutionnaire que Thorez » mais c'est tout de même une *coïncidence* bien troublante : sur six permanents du même âge et de la même époque, *les quatre qui ont perdu leur gagne-pain ont changé d'opinion au moment où ils l'ont perdu,* les deux qui l'ont conservé sont restés attachés au P.C. jusqu'à leur mort... un seul pouvant être crédité d'une mort exemplaire.

Que les travailleurs y réfléchissent ! De 1928 à 1933, avant qu'il soit évincé par Thorez, Doriot était le militant de tête du P.C. ayant la confiance entière du Komintern. Si un coup de force avait porté ce parti au pouvoir, *Doriot aurait été le Staline français, exerçant la dictature au nom du prolétariat !* Comme Staline, protégé par le système du Parti unique, la presse unique et l'appareil policier de l'Etat totalitaire, Doriot n'aurait jamais pu être dégommé. Dictateur à vie...

La sécurité de la classe ouvrière est menacée lorsque des postes de responsabilité sont attribués

au choix, sans garantie préalable de sincérité, aux plus dociles, aux plus soumis qui peuvent par la suite, arrivés au faîte de la pyramide, se révéler tout à coup, comme Staline, le bourreau des travailleurs révolutionnaires.

POUR ETRE UN MILITANT OUVRIER IL FAUT ETRE OUVRIER

Le militant éprouvé qui est en possession d'un métier peut, s'il devient appointé d'un parti ou d'une organisation quelconque, faire des concessions, manifester quelque souplesse pour conserver sa fonction plus agréable que le travail de l'usine ou du bureau. Mais il y a une limite qu'il est libre de ne pas dépasser car il a *la fierté de l'homme capable de gagner sa vie d'une autre façon.*

La première condition pour être un militant ouvrier est donc d'être un ouvrier, c'est-à-dire d'avoir une profession. Pour le jeune homme devenu, avant toute formation professionnelle, le permanent appointé d'un parti, ce frein n'existe pas. Il n'est ni ouvrier, ni employé, il sera sa vie durant un *déclassé* obligé à toutes les soumissions à l'organisme dont il dépend. Lorsque, malgré sa souplesse d'échine, sa place lui est ravie par un militant plus habile, il change de ratelier s'il en a la possibilité.

En résumé, les prétendus « révolutionnaires professionnels » sont nuisibles, inutiles et dangereux.

— *Ils sont nuisibles* car leur intérêt personnel les conduit à conserver toute leur vie une situation lucrative d'opposant perpétuel, à freiner au maximum le mouvement révolutionnaire qu'ils disent servir, à ne pas prendre de risques. Plus ils gagnent leur vie comme professionnel de la Révolution, moins ils ont envie de la faire...

— *Ils sont inutiles* car le travail réformiste qu'ils font au Parlement ou dans les syndicats serait plus sûrement accompli par des travailleurs *encore sous le joug du salariat,* détachés pour un temps par leurs camarades de travail ou leurs frères de classe, dont ils connaissent les misères, les angoisses et les espoirs.

— *Ils sont dangereux* car, sans efficacité aucune du point de vue de leurs conceptions, ils forment une caste à part, complètement étrangère à la classe ouvrière pour laquelle ils n'ont qu'un condescendant mépris, une caste qui a tendance à devenir, dès qu'elle le peut, un gang de maîtres impitoyables.

Raymond BARANTON
du Comité pour la 3e Internationale.
ancien secrétaire 10e section

L'OUVRIER DEVANT LA LITTÉRATURE

En décembre dernier, plus de 5 000 étudiants parisiens étaient réunis, à « la Mutualité », à l'appel de l'Union des Etudiants Communistes. Celle-ci avait pour objectif de sauver son journal « Clarté », abandonné et même ouvertement menacé par la direction du parti.

Le thème de la réunion était : « Que peut la littérature ? » *Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Yves Berger, Jorge Semprun, Jean-Pierre Faye comptaient parmi les orateurs.*

Sur un thème analogue, et davantage dans notre esprit, notre ami Pierre Aubery *a publié, aux Etats-Unis, dans « The French Review », une étude dont nous donnons aujourd'hui la partie intitulée* « L'ouvrier devant la littérature ». *Ce sera notre façon de participer au débat.*

La littérature d'aujourd'hui constitue un fait social et le livre un produit qui a sa place sur le marché. Que le livre de qualité soit devenu un objet de consommation courante, l'omniprésence du livre de poche l'atteste. Les lecteurs ne sont donc plus aujourd'hui les seuls *happy few* auxquels Stendhal voulait s'adresser, mais une foule de consommateurs de littérature, de formations très diverses et très inégales qui recherchent dans la lecture des choses bien différentes. On y rencontre la masse des lecteurs et le petit nombre des lettrés, ces derniers étant seuls au courant des tenants et des aboutissants de la littérature considérée dans son développement historique, étant seuls familiarisés avec les intentions et les techniques de l'écrivain. En France, selon les résultats d'une enquête récente publiés dans le numéro d'avril 1960 de la revue *Esprit,* le public lettré compterait un maximum de deux millions de personnes, passées le plus souvent par l'enseignement secondaire. Quant aux simples consommateurs de littérature, ils ne seraient pas moins de vingt millions. Ceux-ci se procurent ou achètent des livres pour répondre à des besoins auxquels nous ne prêtons guère attention, mais qui n'en sont pas moins de puissants ressorts. Robert Escarpit, dans sa *Petite Sociologie de la Littérature* (P.U.F., 1960), nous ouvre dans ce domaine d'intéressantes perspectives. Il souligne qu'en dehors de ceux qui achètent des livres par snobisme ou bien par obligation professionnelle, par besoin d'information, un grand nombre de lecteurs lisent... pour s'endormir, pour occuper leur esprit, le détourner d'une angoisse, pour soumettre leur intelligence à une sorte de gymnastique hygiénique, comparable à celle que procurent les mots croisés (lecture de romans policiers), pour obtenir certaines sensations par des lectures de terreur pure, des lectures hilarantes faisant appel à un comique mécanique, par les lectures lacrymogènes et surtout par des lectures érotiques dont la signification philosophique et sociale mériterait d'ailleurs une étude attentive.

Il est un autre type de consommateur de littérature dont le cas vaut qu'on s'y arrête un instant C'est le militant ou l'autodidacte pour qui le livre, longtemps resté étranger, voire fermé, devient parfois l'instrument d'une technique de combat ou de promotion sociale et humaine. Ces ouvriers curieux lisent en effet les mêmes livres que les lettrés, les œuvres qui appartiennent à la littérature dite « sérieuse », qui a fait ses preuves, dont l'excellence de structure et de langage est avérée. Mais dans cette « grande » littérature, les ouvriers militants recherchent et découvrent tout autre chose que ce que les lettrés y discernent. Comme le notait naguère Merleau-Ponty : « Les sujets qui vivent dans une société n'ont pas nécessairement la connaissance du principe d'échange qui la régit, pas plus que le sujet parlant n'a besoin pour parler de passer par l'analyse linguistique de la langue. » De même la littérature, sans analyser, sans conceptualiser ce « principe d'échange » nous en donne le sentiment, voire l'intelligence globale qui nous sont nécessaires pour agir sur le monde ou nous y adapter. Le roman, par exemple, sous le couvert de la fiction, creusera plus profondément et s'exprimera avec plus de franchise que l'histoire sur les mobiles des classes dirigeantes, sur les lois véritables du fonctionnement de la société. Il nous persuadera ainsi de la justesse de cette idée souvent exprimée par Balzac et Stendhal qu'en réalité c'est dans les livres qu'on apprend comment on peut être ambitieux ou même amoureux.

Le lecteur ouvrier que la littérature initiera lentement au langage et aux façons de penser de la classe dirigeante sera plus sensible à sa signification sociale qu'à ses qualités formelles. Il y verra surtout un témoignage sur un usage des mots, une mentalité, une forme d'imagination, un milieu qui lui sont étrangers. La littérature, en effet, même si elle incorpore des éléments ouvriers dans ses thèmes, dans ses décors, ou parmi ses personnages, est essentiellement écrite par des

bourgeois, pour d'autres bourgeois. Michel Butor l'établissait naguère d'une manière très pertinente en faisant remarquer que « pour écrire des livres, il faut en avoir lu, pour pouvoir rendre compte de certaines situations dans leur complexité, il faut avoir eu le loisir de faire des études secondaires ». D'autant plus que, à part un petit nombre d'exceptions, l'ouvrier répugne à transformer en spectacle, en œuvre d'art, même s'il en a le talent, son expérience de la souffrance et de l'aliénation ouvrières qui lui restent trop douloureusement proches.

Dans la littérature, dans toute littérature qui appartient au patrimoine culturel de *l'élite,* l'ouvrier qui lit découvre donc une dimension nouvelle pour lui de la classe dirigeante. Dans la vie l'ouvrier voit dans le bourgeois celui qui commande, celui qui donne des ordres, dicte des conditions, c'est-à-dire qu'il le voit toujours sous un angle unique. Le bourgeois c'est pour l'ouvrier une fonction, le reflet d'une structure sociale, jamais une personne, un égal. L'ouvrier n'entretient avec le bourgeois que des rapports de force qui l'humilient dans sa faiblesse. A travers les livres par contre l'ouvrier peut prendre une vue d'ensemble de sa situation, de sa vraie place dans la société et découvrir les éléments d'humanité qui se dissimulent derrière le masque sévère de ses implacables employeurs. Le patron terrifiant, le patron de droit divin qui l'écrasait de son mépris, la littérature réaliste, écrite souvent par des écrivains bourgeois à mauvaise conscience, va le dépouiller de ses prestiges. Ces solennels supérieurs qui lui opposent le visage d'une nécessité truquée, en lui présentant son aliénation comme participant de l'ordre éternel des choses, vont se révéler n'être que des Joseph Prudhomme et des Homais, détestables capitalistes par leur médiocrité même, ridicules par leurs goûts, rétrogrades dans leurs mœurs, platement conformistes dans leur conception du monde. Le bourgeois, tel qu'il apparaît dans la littérature, c'est celui qui se résigne à l'injustice, qui admire la force sous toutes ses formes et non pas seulement comme une certaine critique romantique voudrait nous en persuader, le béotien, le philistin. Parfois aussi la littérature humanise le personnage du possédant, de l'employeur et s'efforce de faire transparaître, comme en filigrane, des comportements cyniques et brutaux qu'elle décrit, la belle âme douloureuse et impuissante de ses héros. C'est le cas des romans de Mauriac, comme par exemple *Le Mystère Frontenac.* Alors la littérature devient dangereusement mystificatrice en tentant d'accréditer une vision purement analytique de l'homme selon laquelle il serait possible d'être un « salaud » dans la vie professionnelle et dans la vie privée, en même temps qu'un « saint » dans la vie intérieure. En réalité l'homme est avant tout une unité synthétique. Il est impossible de séparer les principes politiques affichés par un homme de sa philosophie pratique de l'existence, de la conception qu'il a de ses semblables, telles qu'il les manifeste par sa façon de gagner sa vie, son attitude à l'égard de ses supérieurs, de ses inférieurs, de ses clients. L'ouvrier militant cependant, parce qu'il lit moins pour se distraire que pour comprendre et qu'il s'intéresse plus à la signification sociale et morale des œuvres littéraires qu'à leur forme, parce que la littérature ne saurait prévaloir contre son expérience quotidienne des rapports de force qui déterminent sa condition, l'ouvrier, disons-nous, sera moins facilement persuadé que les oppositions entre les individus, les conflits entre les classes s'effacent et disparaissent au sein d'une communion dans le culte de la seule beauté que favorisent les émotions fondamentales que déchaînent en nous les œuvres d'art. Il ne croira pas si facilement à l'humanisme des nazis qui allaient pleurer en écoutant un concerto de Beethoven après avoir torturé l'une de leurs victimes ou à celui des hommes d'affaires qui écrivent des poèmes fraternels après avoir fait la caisse. La sensibilité artistique que ces comportements attestent effectivement ne saurait en aucune façon compenser les manquements graves à des lois morales impératives ni gagner des indulgences de nature à compenser des péchés très réels. En bref le militant ouvrier s'efforcera de discerner le rôle effectif que joue la littérature dans l'affrontement des classes. Pour lui la littérature ne servira pas uniquement à l'aider à oublier sa condition ou à s'en évader dans l'imaginaire mais bien comme un moyen pour parvenir à une prise de conscience plus lucide des problèmes collectifs et personnels qu'il doit résoudre en même temps qu'une tentative de médiation, à travers la dénonciation qu'elle opère, parfois à son insu, de toutes les servitudes.

. . . .

A notre avis la masse des lecteurs que nous voudrions amener à la littérature sont souvent aussi étrangers à toute préoccupation d'ordre esthétique que les lecteurs ouvriers dont nous avons parlé plus haut. Mais ces lecteurs potentiels sont aussi curieux de découvrir les hommes et les règles non écrites du jeu social à travers les chefs d'œuvre reconnus de la littérature. Ne s'y intéresseront-ils pas plus en tout cas si nous les aidons à y discerner la transposition en termes d'intrigues, de personnages, de décors, de genres, des structures réelles de la société ? Si nous leur montrons dans les œuvres littéraires une sorte de clé infiniment subtile et plastique qui leur servira à apercevoir, par exemple, entre l'ensemble des relations qui régissent le comportement des personnags des romans et l'ensemble des relations qui régissent le comportement réel des individus dans une économie de marché une homologie fort poussée ? On peut citer à cet égard le parallélisme frapant que certains critiques ont établi entre la théorie de la valeur dans une économie libérale et le triangle des romans d'adultère. Certes, en choisissant cette perspective notre vision de la littérature paraîtra suspecte à certains, mais en réalité ne serons-nous pas ainsi plus fidèle au véritable esprit de notre mission de critiques ? En effet vue sous cet angle **toute littérature** redeviendra vivante, actuelle. Elle projettera souvent de notre condition une image si insupportable, si inacceptable, que le lecteur un peu sensible ne pourra réagir devant elle qu'en voulant la changer. Cette littérature vivante nous incitera non seulement à transformer la condition sociale de l'homme, mais surtout la conception qu'il a de lui-même. La littérature ainsi comprise deviendra un moyen de libération qui persuade l'homme de se faire autre, en agissant comme l'y invitait Sartre, aussi bien sur sa constitution biologique que sur son conditionnement économique, ses complexes sexuels et les données politiques de sa situation....

Pierre AUBERT.

Adolphe SIDRO

Adolphe SIDRO, secrétaire général de la Fédération F.O. des Employés, vient de mourir à l'âge de 58 ans.

Nous saluons ici la mémoire du militant, et nous présentons nos condoléances fraternelles à nos camarades de la Fédération des employés.

Sidro était un syndicaliste de grande valeur. Nous nous honorons de l'avoir compté parmi nos abonnés et, aussi, parmi nos collaborateurs.

Partisans et adversaires du socialisme s'affrontent à la Fédération des Travailleurs de la Terre

Les 25, 26 et 28 décembre 1964 s'est tenu à Ben Aknoun, près d'Alger, le congrès constitutif de la Fédération des travailleurs de la terre. Il a été marqué par de très vifs incidents.

L'an dernier, à la fin d'octobre 1963, avait eu lieu le premier congrès de l'autogestion agricole. Les paysans s'y étaient exprimés directement, sans encadrement ni le truchement d'aucune organisation. Aussi avaient-ils pu adresser aux diverses bureaucraties qui paralysent et étouffent l'autogestion les critiques les plus rudes.

Cette année, le régime n'a pas osé renouveler l'expérience et il a jugé plus prudent de faire encadrer la paysannerie autogestionnaire par une organisation syndicale, récemment créée au sein de l'U.G.T.A. Mais la pression de la base ayant radicalisé la fédération naissante, le ministère de l'Agriculture et son émanation, l'Office National de la Réforme Agraire, qui contrôle de plus en plus l'autogestion, n'ont pas hésité à manœuvrer pour opposer à l'U.G.T.A. un massif contrepoids bureaucratique.

Le coup avait été monté par le député Bouchafa Belkacem, commissaire départemental de l'O.N.R.A. pour le département d'Alger. Grand ami d'Ali Mahsas, ministre de l'Agriculture, auquel il doit son poste, ce personnage a une conception autoritaire, antidémocratique, bureaucratique, de l'autogestion. Depuis deux ans il n'avait cessé de contrecarrer l'organisation des travailleurs agricoles par l'U.G.T.A., persécutant les cadres moyens des unions syndicales locales, essayant de leur interdire l'accès des fermes, etc., etc. Il avait, en effet, le dessein bien arrêté de prendre en main la direction de la fédération naissante afin d'épargner à l'O.N.R.A. la pression énorme qu'une organisation syndicale de 200.000 travailleurs n'aurait pas manqué d'exercer sur elle. Tout comme, au fameux congrès de l'U.G.T.A. de janvier 1963, l'intrusion de chômeurs non syndiqués avait permis le renversement d'une direction jugée trop indépendante à l'égard du régime, Bouchafa Belkacem manigançait une invasion du congrès des travailleurs de la terre par des éléments non producteurs, en l'espèce, par des bureaucrates de l'O.N.R.A. et du ministre de l'Agriculture.

Mais la commission exécutive de l'Union régionale d'Alger de l'U.G.T.A. avait tenté, quelques semaines avant le congrès, de déjouer la manœuvre qui se dessinait en s'opposant publiquement à l'invasion projetée. Ce fut en vain. A la veille même de l'ouverture des assises syndicales, l'O.N.R.A. osa faire distribuer un mandat de congressiste, signé, sur l'ordre d'Ali Mahsas, par le Bureau politique, à près de *trois cents délégués* des différentes bureaucraties dépendant du ministère de l'Agriculture !

Aux portes du congrès, ces intrus s'affrontèrent, dès la première heure, aux quelques 400 délégués, ouvriers agricoles authentiques, élus régulièrement dans les unions locales et régionales de l'U.G.T.A. sur la base d'un délégué pour 6 domaines, soit pour 8.000 travailleurs en moyenne. Des discussions animées s'engagèrent entre les deux groupes. Durant deux heures, les dirigeants de l'U.G.T.A. et ceux des délégués de la bureaucratie se heurtèrent. Finalement, l'U.G.T.A. capitula, malgré l'opposition des délégués syndicalistes de la base, et, à 11 heures, la séance s'ouvrit, avec retard, en présence de l'ensemble des postulants congressistes, producteurs et bureaucrates confondus !

Ensuite, les instigateurs de la manœuvre réussirent à constituer dans les coulisses une commission de coordination : Bureau politique, U.G.T.A., O.N.R.A., qui tira les ficelles de tout le congrès. Mais les délégués de la base menaçaient de quitter la salle des séances si les non-producteurs continuaient, au-delà de la séance d'ouverture, à participer au congrès. Ben Bella, ménageant comme toujours la chèvre et le chou, convint que « *certains avaient outrepassé les limites de leurs fonctions* », tout en couvrant, en même temps, son vieil ami Ali Mahsas : « *Mahsas*, s'écria-t-il, *est membre du Bureau politique et personne n'a à lui apprendre ce qu'il doit faire* ».

Finalement, après une longue interruption qui ajourna jusqu'à 16 heures l'ouverture de la séance de l'après-midi, les trois cents intrus demeurèrent au congrès et, grâce à eux, la direction de la nouvelle fédération tomba, comme l'avaient manigancé les auteurs du complot, dans les mains de l'O.N.R.A. Le secrétaire général désigné par le « congrès » n'est autre que le commissaire de l'O.N.R.A. à Al Asnam (Orléansville), Boucheboubа, un des pires adversaires de l'autogestion authentique.

Mais cet incident a eu des conséquences beaucoup plus importantes que le simple contrôle d'un congrès. Il a provoqué un très vif éclat au sein même du Bureau politique. Dès la veille du congrès, le responsable de la commission d'orientation du F.L.N., Hocine Zahouane, avait fait parvenir à la presse une directive imprimée, développant l'idée que les syndicats des travailleurs de la terre devaient être composés et dirigés uniquement *par les producteurs*, par « *ceux qui sèment, qui récoltent, qui labourent* ». Désavoué par les intrigants du ministère de l'Agriculture, Zahouane n'hésita pas, avant la clôture des assises, à prendre publiquement position contre la bureaucratie et à dénoncer le scandale du congrès encore en cours. Dans un article du *Peuple* du lundi 28 décembre, il écrivit : « *Si des gestionnaires au service de l'Etat des travailleurs, donc dépendant des travailleurs et non pas se situant au-dessus d'eux, s'introduisent dans les syndicats des producteurs et les caporalisent, alors il n'y a pas de socialisme, il y a simplement changement de forme dans l'exploitation de l'homme.* » Et Zahouane insistait pour « *que les producteurs soient réellement des producteurs maîtres de leur production et non pas seulemente une marchandise qui pourrait être manipulée à des fins étrangères au socialisme* ».

Pour la première fois, la lutte de classes, qui, depuis longtemps, se déroulait en sourdine au sein du Bureau politique, est apparue au grand jour. Pour la première fois l'aile socialiste, animée par Hocine Zahouane, Mohamed Harbi et Zerdani, a eu le courage de prendre ouvertement ses responsabilités. L'Union sacrée de façade qui avait enfanté la fameuse « Charte d'Alger » a fait place à la minute de vérité.

Appuyée solidement sur les autogestionnaires du secteur socialiste, l'aile marchante engage la bataille. — Une bataille qui pourrait bien aboutir à une scission au sein du « parti unique » où, trop longtemps, ont cohabité, dans la confusion et le mensonge, les partisans sincères et les adversaires sournois du socialisme.

L'ALGÉRIE EST-ELLE LIBRE ?

Le *Monde*, qui fait souvent assaut de complaisance à l'égard du régime de B.B., avec *l'Humanité* et aussi avec certains milieux catholiques algériens (je ne dis pas avec *La Croix* qui est au contraire un des rares journaux à donner de temps en temps quelques informations intéressantes sur l'opposition benbelliste) a tout de même signalé dans son numéro du 29-30 novembre 1964 que d'après *Révolution et Travail*, la situation sociale serait mauvaise dans le Sud algérien. Il ne m'a pas été possible de me procurer le numéro de l'organe de l'U.G.T.A. où a paru cette nouvelle (qui est d'ailleurs valable pour toutes les régions de l'Algérie).

Le même *Monde* (n° du 10 décembre 1964) parle à propos de la mort d'un parlementaire algérien victime d'un attentat politique. des « exactions » des éléments armés de l'opposition. Mais il ne parle jamais des attentats au droit des gens dont le régime de Ben Bella se rend continuellement coupable.

Sorti de mon ghetto hexagonal, en contact direct avec le réel et le quotidien algériens, je découvre une Algérie benbellienne qui a bien peu à voir avec celle que nous décrit dans *Le Monde* M. J.-F. Kahn à grand renfort de références officielles (1). Je commence à en revenir des distingués correspondants du *Monde*.

Et pas seulement pour l'Algérie. Rien, par exemple, dans un récent reportage albanais sur le roquet sanglant qui tyrannise ce malheureux pays. Et tout dernièrement (le 9 décembre 1964), dans un article sur les « Aspects du socialisme malien », l'énoncé complaisant de ces propos satisfaits d'« un des plus importants dirigeants de Bamako » sur les coopérants chinois : « Jamais nous n'avons surpris un seul d'entre eux à avoir avec un citoyen malien une conversation politique, à distribuer un tract ou une brochure ». En Algérie aussi il y a des coopérants chinois. J'imagine que « les plus importants dirigeants d'Alger » sont également très contents de leur discrétion. Quant aux Algériens de la base, aux Algériens « dirigés » — dont l'avis vaut bien celui des très officiels informateurs du *Monde* — et qui n'arrivent pas à tirer l'ombre d'une confidence, l'ombre d'un accent de sincérité de ces compagnons asiatiques, ils vous en disent : « Ces gars-là, c'est sûrement des faux jetons ».

***

Tournée dans l'Est algérien avec un ancien maquisard. Nous sommes recommandés l'un à l'autre par un pied-noir (mais oui !). Ce Berbère ne s'en laisse pas conter, détestant les mots d'ordre imposés d'en haut, voulant des explications, portant des jugements, discutant, critiquant, grognant, saignant de voir son pays s'enfoncer dans le désordre, l'injustice et la misère, s'indignant de la nullité et de la corruption des dirigeants.

Pour lui comme pour beaucoup d'autres, la guerre de libération a été une immense espérance, transformée aujourd'hui en immense déception, à la mesure des immenses sacrifices qui ont été consentis. Si c'est ça le socialisme, on déteste le socialisme, on déteste tout ce qui est russe ou chinois, on déteste même le mot « camarade ».

Le leadership de l'Algérie sur le monde arabe ? On s'en fout. On est contre Rabat, contre Tunis, contre Le Caire. Du travail et du pain ! Les coopérants communistes (sauf les Yougoslaves) et arabes sont généralement mal vus. Aux Russes (2), aux Hongrois, aux Bulgares, aux Chinois on reproche leur méfiance et leur racisme, aux Egyptiens et aux Tunisiens leur incapacité et leur appétit. On raconte que les institutrices égyptiennes qui sont à Annaba ne savent rien et qu'elles ne pensent qu'à bouffer.

Beaucoup d'Algériens, même très nationalistes, mêmes engagés à fond contre la France pendant « les événements », restent très près de nous. Sans complexes. Aux murs de ce bar privé d'une association sportive où l'on m'a entraîné, des fanions bleu-blanc-rouge sont restés accrochés. On est surpris que je m'en étonne.

Dans ce Constantinois — unanime, dirait-on, dans son anti-benbellisme — on est convaincu, et pas seulement dans les milieux « bourgeois », croyez-moi, que B.B. ne tient qu'avec et par l'appui du grand Charles. Si ce dernier prenait ses distances à l'égard de l'occupant de la villa Joly, les conséquences politiques seraient grandes ici. On dirait que les Constantinois, reconnaissants à de Gaulle de les avoir délivrés du colonialisme, attendent maintenant de lui qu'il les délivre de B.B. Mais s'il continue (comme c'est probable) à soutenir celui-ci, ils deviendront aussi anti-gaullistes qu'ils sont anti-communistes. Quelques-uns le sont déjà.

L'Algérie a été unie dans sa lutte contre la France, et si son indépendance était menacée l'unité algérienne serait immédiatement reconstituée. Mais actuellement il n'y a pas d'unité algérienne, et encore moins d'unité maghrébine ou musulmane. Le manque d'unité algérienne n'est pas dû au fait berbère. L'anti-bebellisme des Berbères est sans doute d'une autre nature que celui des Arabes, mais, dans le Constantinois, on est contre Benbella — cet Oranais — parce qu'on est Constantinois. Dans le Constantinois je n'ai pas l'impression qu'il y ait actuellement des problèmes politiques entre Berbères et Arabes.

***

« Les problèmes les plus importants de notre pays sont l'économie et l'organisation » a récemment déclaré B.B. au *Christian Science Monitor* (presse algérienne du 8 décembre 1964). (3)

Pour l'économie, où en est-on ?

Voici quelques chiffres donnés par Boumaza (presse algérienne du 24 novembre 1964) sur les progrès du Secteur Socialiste Industriel (S.I.S.).

En mars 1964, le S.I.S. comptait : 450 entreprises et 10.000 travailleurs.

En septembre 1964 : 413 entreprises et 15.545 travailleurs.

Entre mars et septembre 1964 un certain nombre de petites entreprises ont fusionné.

Ces entreprises se répartissent comme suit :

Par secteurs territoriaux :		
Algérois	209	9.230
Oranais	123	3.885
Constantinois	81	2.430
	413	15.545
Par secteurs économiques :		
Alimentation	87	3.120
Matériaux de construction	81	3.110
Bâtiment	25	3.150
Bois	120	1.720
Métallurgie	41	1.520
Textiles	10	615
Chimie	19	1.345
Divers	30	965
	413	15.545

Alimentation : Certaines fabriques de pâtes et de biscuits et certains moulins sont bien équipés et obtiennent de bons résultats.

(1) Je pourrais en dire tout autant de celle que décrit André Carrel dans *Humanité-Dimanche* (« Ben Bella m'a dit », n° du 6 décembre 1964) en puisant aux mêmes sources.

(2) Un officier d'artillerie de l'A.N.P. parlant de ses conseillers russes : « Ils ont des spoutniks, mais ce sont des sauvages ».

(3) Il lui a aussi déclaré ceci : « Notre ambition est d'exercer un peu plus de pression sur ceux dont l'estomac est trop rempli ». Dans la bouche de cet « ascète » (Daniel Guérin *dixit*) joufflu, le mot est beau.

Matériaux de construction : Les entreprises travaillent à 40 ou 50 % de leur capacité.

Bois : Un nombre important d'entreprises restent fermées : 60 dans l'Algérois, 100 dans l'Oranais, 25 dans le Constantinois.

Métallurgie : L'activité moyenne est de 40 % par rapport à la capacité maximum.

Les difficultés les plus générales signalées par le frère ministre (qui commence enfin à comprendre : « La construction du socialisme est difficile et ardue — 2-12-64) : matériel souvent ancien, manque de pièces de rechange, manque de main-d'œuvre qualifiée, manque de matières premières, manque de débouchés, manque de trésorerie.

Comme M. Amar Ouzegane a raison de recommander (éditorial de *Révolution Africaine* du 12 décembre 1964) « de ne pas nous laisser gagner par la griserie des premier succès remportés depuis deux ans » !

***

Quelques impressions : L'année dernière, aux yeux de celui qui circulait en Algérie, c'était tous les jours dimanche pour l'économie algérienne ; seulement quelques chantiers. Cette année, au fil de beaucoup de kilomètres, on éprouve, trop rarement sans doute, mais on éprouve parfois le réconfort de voir ici et là de petits chantiers de travailleurs occupés à relever des murs et même à construire du neuf. Il n'est pas question de dire que « le bâtiment va », mais enfin il y a les signes d'une petite reprise. En Grande-Kabylie, en particulier, où les gens ont gueulé.

Au départ des Européens il y a eu beaucoup de pillages et pas seulement dans les locaux d'habitation ; dans les locaux professionnels aussi. L'armée a fait beaucoup de prélèvements sur les véhicules automobiles. Actuellement, pour les installations professionnelles, on constate d'assez nombreuses tentatives d'ouvriers en chômage, lassés d'attendre que les pouvoirs publics ouvrent des chantiers, qui essayent d'utiliser collectivement ce qui en reste. Ces démarrages à zéro sont pénibles : pas de matières premières, pas un sou en caisse, matériel isuffisant, hors d'usage... On se débrouille comme à la plus belle époque du marché noir en France. On trafique, on troque, on truque. Le marché noir socialiste est aussi peu ragoûtant que le marché noir capitaliste, pas moins inévitable non plus. Le maçon qui veut des tuiles — qu'il s'adresse à une tuilerie privée ou a une tuilerie autogérée — devra les payer au moins deux fois ce qu'elles valent, les régler « cash » bien entendu et distribuer, en plus, d'innombrables pots de vin.

***

Presque plus de comptables. Je crois bien que dans toute l'Algérie il n'y a pas actuellement cinq cents personnes capables de calculer un prix de revient ou même un amortissement.

J'ai vu la comptabilité d'une coopérative ouvrière : un carnet à couverture noire qu'on m'a présenté en grande cérémonie : LE LIVRE ! Une page pour les recettes, une page pour les dépenses. Ecriture enfantine. Les additions sont faites à la fin de chaque mois (mais pas toujours à la fin de chaque page). Elles ont demandé beaucoup de travail — car les chiffres ne sont pas très bien placés les uns sous les autres — avec beaucoup de surcharges et de ratures. En général, elles sont justes. A la fin de chaque mois tous les gars signent en arabe, en français ou avec leur index. Il y a autant de beaux cachets ronds, bien alignés, que de signatures. Les recettes sont légèrement supérieures aux dépenses.

— Alors, vous vous en tirez ?

— Non, Monsieur. Ils ont demandé 100.000 DA (10 millions d'anciens francs) à la C.A.D. (Caisse Algérienne de Développement). Pourquoi ? « On est en retard pour la paye. On voudrait acheter un camion ». Je regarde de plus près. Je demande quelques explications, la permission de fouiller dans un gros sous-main rempli de papiers. Je découvre qu'ils ont des dettes : journées de travail non payées, ardoises chez les fournisseurs, à la Sécurité Sociale. Mais ils ont aussi des créances ; et même, ultime réserve dont on n'aime pas parler, un compte en banque ! Leurs créances (quel boulot, pour en établir le montant approximatif !) représentent au moins cinq fois leurs dettes. Je leur explique que dans leur dénuement ils sont riches, qu'ils ont bien travaillé et que si les collectivités qui ont fait appel à eux les payaient, ils pourraient s'acheter un gros camion tout neuf. On va boire le café (4).

Mais seront-ils payés ?

***

C'est le moment de parler du deuxième souci de B.B. : l'organisation, l'administration.

L'Algérie est le pays des bureaux. Je n'ai jamais vu pareille vérole bureaucratique. Toutes les administrations regorgent de personnel ; d'un personnel qui ne fout rien et ne sait rien. On ne peut même pas parler de médiocrité professionnelle. La nullité et la prétention sont générales. Tel agent que je connais bien et qui serait à peine bon pour faire un mauvais garde-champêtre dans un village de 800 habitants, est candidat à un poste de Directeur régional (pour le tiers de l'Algérie). Il est très bien placé pour l'obtenir. En général les gens les plus haut perchés dans la hiérarchie administrative sont professionnellement les plus nuls. Ils s'en vantent d'ailleurs : Quand on a des fonctions de commandement, vous disent-ils, on n'a pas besoin d'avoir les connaissances des agents d'exécution. Et bien entendu dès qu'on possède une peau de bourrique ou l'équivalent d'ue peau de bourrique (certains agents passent leur temps à collectionner de mirobolantes équivalences qui leur valent je ne sais comment — souvent, un voyage mystérieux à Alger suffit — le B.E.P.C., la première partie du bac, la deuxième partie), on y croit, on est un chef. Un Poujade se prendrait ici pour un Jean-Paul Sartre. Pour rien au monde le contrôleur-adjoint du 14e échelon n'accepterait d'être mis sur la même ligne que celui du 18e. Nouvel aspect de la guerre 14-18 que je signale à la verve de Brassens.

Aucun souci d'efficacité. Aucun sens de ses responsabilités. On a hérité de l'Administration française un mépris total de l'usager ou de l'assujetti. Le règlement de compte est la règle de droit. L'arbitraire est roi.

Et aussi l'esprit de clan. Rien à faire pour transformer mon service en une sorte d'atelier coopératif. Impossible ou presque de fondre en une seule équipe les gars qui étaient là l'année dernière, ceux qui ont été recrutés en février, ceux qui l'ont été en mai ou en septembre. Les nouveaux sont régulièrement reçus et traités comme des chiens. On se débine, on se moucharde, on s'insulte, on se menace.

Et je ne dis pas tout. Et je ne généralise pas. Les comptes rendus syndicaux qui paraissent dans la presse se font parfois l'écho de querelles sordides : « Rien ne sert de mettre des bâtons dans les roues du camarade pour avancer ou pour se faire prévaloir » (9-12-64).

Ces remarques valent pour sensiblement plus de la moitié du personnel. Il y a des éléments sains, bien sûr, et de temps en temps des contacts réconfortants : les petits notables de village — un secrétaire de mairie, un gendarme — font souvent ce qu'ils peuvent avec le souci de prendre des décisions équitables et avec une patience admirable. J'assiste parfois à des palabres interminables pour régler par voie d'arbitrage des litiges de quatre sous.

Il faut dire aussi que les traitements sont bas, largement amputés par le fisc et très irrégulièrement payés ; des retards de plusieurs mois sont fréquents.

---

(4) Toutes les entreprises autogérées ne sont pas prospères. Je crois avoir déjà parlé d'une entreprise pilote que l'on montre aux délégations émerveillées ; son déficit atteint 65 % de son chiffre d'affaires. Une autre : de mai 1963 à octobre 1964, le pourcentage des traitements payés aux mensuels (employés de bureau) par rapport aux salaires des ouvriers horaires est passé de moins de 4 % à plus de 25 %.

La lecture de la presse algérienne, surtout de la presse quotidienne, est aussi écœurante que la cuillerée d'huile de foie de morue de mon enfance :

« L'Algérie franchit un nouveau pas en avant dans la voie que le peuple s'est librement choisie. Indéfectiblement engagé dans la voie socialiste notre pays voit chaque jour ses aspirations se concrétiser, ses réalisations augmenter en nombre. » (20-8-64).

« Le militant est le vilebrequin du moteur qu'est une organisation quelle qu'elle soit. A ce titre, il est la plus importante, la plus robuste et la plus énergique pièce du moteur... Le militant est l'action intégrale. Il se refuse à l'activisme du verbe qui trompe, mystifie, pour finir par trahir. » (22-8-64).

« Aujourd'hui, frères et amis sont nombreux à partager notre enthousiasme dans ce nouveau départ accéléré du progrès économique... En l'espace de deux ans, le pouvoir révolutionnaire, présidé par Ben Bella, a su allier l'audace du réalisme et souder harmonieusement le technique et l'humain. » (3-10-64).

Ets., etc., etc. On lit ça dix fois par jour. Je ne connais pas de presse qui méprise davantage ses lecteurs que la presse quotidienne algérienne. L'horripilant mercenaire qui vous vante à la radio les mérites de telle machine à laver ou les vertus de tel apéritif est un ange de sincérité à côté de la plupart des laquais de plume des quotidiens algériens. Par rapport à ces gens-là — dont la plupart n'osent pas signer leurs papiers — M. Jean Nocher est éblouissant de probité candide. Aux actualités cinématographiques, c'est pareil. A la radio que je n'ai pas le courage d'écouter on me dit que c'est pire. Dès que vous saisissez un journal vous êtes pris de fureur ou de torpeur. Aller au-delà des gros titres exige un effort surhumain. Il faut le faire pourtant. On ne sait jamais. Il arrive en effet qu'on tombe parfois sur une fausse note ou un bout d'oreille. Mais la recherche en est aussi austère que le sont les longues heures de marche d'approche que doit souvent s'imposer le montagnard pour quelques minutes d'escalade. En fait presque personne ne s'y livre. J'ai déjà conté l'histoire de cet éditorialiste qui avait rué dans les brancards. Personne dans mon entourage n'avait lu ses éditoriaux. J'étais le seul à les avoir gardés. Les dactylos ont eu beaucoup de travail pour faire tous les tirages demandés.

Voici donc quelques fausses notes ou bouts d'oreille.

« Le socialisme utilisé comme étiquette peut n'avoir aucune signification puisqu'il peut aussi bien cautionner un régime semi-fasciste qu'un Etat féodal ou une création de l'impérialisme. » (19-8-1964).

« Il faut en finir avec les méthodes qui consistent à s'imposer d'en haut et à faire des syndicats une simple courroie de transmission. » (14-11-1964).

« Il existe également un autre courant qui veut user d'autoritarisme bête et imbécile, je parle du centralisme démocratique. Nous le rejetons. » (Boumaza, 13-11-1964) (5).

« N'oublions pas que l'absence de confiance dans le peuple de certains pays a entraîné des erreurs sur le plan psychologique, des échecs sur le plan économique et politique, et qu'elle a empêché l'adhésion définitive à la réforme agraire. » (21-11-1964).

Ali Mahsas, ministre de l'Agriculture, s'adressant à des militants : « Vous serez en butte à l'incompréhension des frères de l'Administration... La division des travailleurs d'un côté, des fonctionnaires de l'autre est une fausse notion... Le socialisme ne s'édifie pas par des mots dans les journaux, mais par des actions quotidiennes. » (24-11-1964).

Jeunesse et union : « Il s'agit d'unification et non d'unicité de la jeunesse à partir d'un dénominateur commun qui est la construction pour le développement et le progrès. » (26-11-1964).

« Nous avons certes un seul parti. Mais les risques implicites à un tel système sont limités par le fait que nous laissons le fellah et l'ouvrier administrer eux-mêmes leurs fermes et leurs usines. » (Ben Bella, 8-12-1964).

***

Révolution Africaine du 7 novembre 1964 a publié le texte d'une conférence de son ancien rédacteur en chef, Mohamed Harbi, sur « le Parti et l'Etat ». J'en détache quelques phrases.

« Les couches privilégiées éliminées de la scène n'acceptent jamais de bon gré le sort qui leur est fait par la révolution. Ceci met l'Etat dans l'obligation d'empêcher toute propagande, de réprimer toute action en faveur du passé. »

De quelles « couches privilégiées », de quel « passé » s'agit-il ? Des colons et de leurs collabos, du passé colonialiste ? Tous les Algériens sont d'accord. Ils se sont battus pour ça et ils ont éliminé tout ça. Toute propagande, toute action en faveur du passé colonialiste est impossible et impensable.

S'agit-il des bourgeois, de la société capitaliste ? Mais d'abord, la révolution a-t-elle été faite contre eux ? Les quinze cent mille chouhada dont on continue toujours à ramasser les corps dans les djebels sont-ils morts en criant : Vive le Socialisme ? Et ensuite, est-ce que de nombreux bourgeois des villes ne sont pas au mieux avec le régime ? Est-ce que les terres des féodaux des campagnes ont été nationalisées ? Les pénitenciers construits un peu partout par les Français étaient, du temps de ces derniers, pleins d'Algériens patriotes. Ils le sont encore. Foutre en tôle les patriotes non benbellistes, c'est ce que les benbellistes appellent : réprimer toute action en faveur du passé.

« En Algérie cette pression du milieu adverse qui tend en fait à subordonner le Parti à l'Etat pour dévier le cours de la révolution puise sa force dans le manque de cadres, le monopole de la culture et de l'expérience détenu encore pour un certain temps par des éléments hostiles au socialisme. »

Qu'est-ce à dire ? Qu'il y a dans l'appareil de l'Etat des saboteurs et des attentistes, que l'action du Parti est contrariée ? C'est certain et, dans de nombreux cas, c'est heureux. Que le Parti en éprouve de l'inquiétude, il a raison. Mais s'il s'imagine que lorsqu'il aura des cadres socialistes il aura écarté le danger, il a tort. C'est au contraire de l'analphabétisme politique des masses que Ben Bella et le gang d'aventuriers, de maquereaux et de chacals qui l'entourent tirent leur force, car lorsque les Algériens sauront ce qu'est le socialisme, le régime de B.B. ne pèsera pas lourd. J'ai à répondre tous les jours à des questions comme celles-ci : Dites-nous ce qu'est le socialisme ; dites-nous la différence qu'il y a entre le socialisme et le capitalisme ; dites-nous s'il est vrai qu'il peut exister une société où l'homme n'exploite plus l'homme ?

Quand, en deux ans, on n'est pas foutu, dans un pays où il y a des millions de bras inemployés, de donner du travail à 20.000 ouvriers, quand on abandonne à la charité américaine le soin d'empêcher le quart de la population du pays de mourir de faim (6), on sait bien qu'on ne peut pas être populaire et que ce n'est que par la force qu'on peut se maintenir au pouvoir. Et l'on remplit ses casernes, et l'on dresse une armée de métier, et l'on recrute des flics et des para-flics.

Dans son numéro de novembre 1964, la revue de la Commission africaine de la IVe Internationale (*Sous le Drapeau du Socialisme*, 10, cité Lesnier, Clamart) qui se vend encore librement en Algérie (la malfaisance du régime est heureusement souvent tempérée par le jemenfoutisme général) réclame un statut des communes populaires démocratiquement autogérées (elle peut « courir », nous en sommes toujours au régime des délégations spéciales sur un modèle très vichyssois) et une démocratisation du Parti ; elle dénonce la dicta-

(5) Le même déclarera le 2 décembre : « Il ne faut pas oublier que le client a toujours raison et que le principal client c'est l'Etat ».

(6) Tout en proclamant : « Notre Révolution c'est la guerre implacable contre l'humiliation qui fait tendre la main aux hommes pour mendier et plier le genou aux enfants pour cirer ».

ture du Parti sur les masses et la dictature d'une direction bonapartiste sur le Parti ; elle appelle les syndicats à défendre les travailleurs contre les abus, les carences et les méfaits de leur propre (?) Etat et à sauvegarder l'autogestion ; elle dénonce aussi les risques d'altération de la forme et du contenu même du socialisme, le risque également de voir le régime se renverser par un coup d'Etat sans que les masses le défendent.

B.B. est parfaitement conscient de ce dernier risque ; il sait très bien que le visage de son « socialisme » n'est pas particulièrement riant pour les masses algériennes. Et ce n'est pas pour intimider le roi du Maroc, m'a dit un Sétifien, que cent tanks flambant neufs, roucoulants messagers du co-existentialisme soviétique, stationnaient l'autre dimanche à dix heures du matin dans les rues de Sétif.

***

Lecture d'un numéro (celui d'octobre-novembre 1964 de la revue *Partisans* (Maspéro, 1, place Paul-Painlevé, Paris). Je râle et prends la plume pour me soulager. Voilà ce que ça donne ou, plus exactement, ce que ça aurait donné, car je n'ai pas eu l'occasion de faire passer ma lettre.

« *Partisans* » ! Votre titre est bien mauvais, bien cucu. J'ai voulu quand même vous tâter après la lecture du bouquin de Chaliand, « L'Algérie est-elle socialiste ? » dont le titre n'est pas meilleur. Quant au contenu ! Vous, les progressistes-suivistes, n'avez jamais été capables que de poser, timidement, des questions. Quand aurez-vous fini de serrer les fesses ? Bon Dieu, décidez-vous à lever le doigt : « Monsieur, je peux sortir ? » Et soulagez-vous !

L'Egypte nassérienne, d'Hassan Riad : livre « exceptionnel », « magistral », nous dit Chaliand. Du coup, je n'ai presque plus envie de le lire. Et pourtant ! Mais que c'est irritant ce ton « ancien combattant couvert de gloire » après les désastres politiques accumulés par la gauche occidentale depuis un demi-siècle.

Et Pallordet et son syndicalisme « élémentaire », et son « Etat bourgeois expression concentrée du capital » ! Il y a en Algérie « socialiste » des salariés du secteur public qui ne sont pas payés depuis cinq mois (et parfois même depuis beaucoup plus longtemps). Pas question, veuillez m'en croire, de revendiquer, Pallordet !

Une seule page réconfortante (sur quatre-vingts), celle rédigée par vos lecteurs. Un de ceux-ci, de Cannes, très intéressant, vous trouve « ennuyeux ». Nous, d'ici, on vous trouve navrants. Un autre, un voisin d'Annaba, que je salue fraternellement, justement agacé par votre concours du leader « le plus sympathique » (sans blague !) doit vous rappeler qu' « il y a le peuple ».

Comme on partage ici cet agacement, surtout quand on a déjà lu ailleurs un Daniel Guérin s'égarant à célébrer la sagesse (sic), l'ascétisme (resic), de tel grand Africain (reresic).

Qui poussera le hurlement d'indignation que nous attendons ici ?

L'Algérie est-elle libre ? Non !

Promesses :

21 novembre 1964 : « Avant le Ramadan, tous les anciens moudjahidine occuperont un emploi. » (Mohand Ou El Hadj).

14 décembre 1964 : « Nous liquiderons tous les bidonvilles d'ici demain. » (Ben Bella).

... et réalisations :

8 octobre 1964 : « La Direction Nationale des Chemins de Fer Algériens, après deux années d'études, a élaboré un plan de travail et organisé des cours du soir. »

Abù CHENAF.

Tous les amis de l'humanité doivent désirer que les classes laborieuses cherchent partout le bien-être, les jouissances légitimes et soient poussées, par tous les moyens légaux, à les acquérir.

RICARDO.

Parmi nos LETTRES

SUR BAKOUNINE

De Gaston LEVAL :

Il m'a été impossible d'assister, malgré l'envie que j'en avais, à la réunion du 7 novembre, que la « Révolution Prolétarienne » et l'Union des Syndicalistes avaient convoquée pour célébrer les cent ans de l'Internationale. Mais ce jour-là, je devais me trouver à cinq réunions différentes. Je dus me contenter de trois, donc de renoncer aux deux autres. Je l'ai regretté doublement quand j'ai su que Georges Vidalenc, avait, dans sa conférence, traité Bakounine de « grand farfelu ». Cette épithète me fait me demander quelle est celle qui conviendrait à son auteur ? Quiconque est au courant de la vie et de l'œuvre de Bakounine sait qu'il a été accusé de bien des choses et traité de bien des façons, les uns — Marx et ses amis, par exemple — lui ayant voué une haine implacable — les autres une admiration presque sans bornes — Herzen, Michelet, Kropotkine, Elisée Reclus, et combien d'autres ! Mais personne n'a eu l'idée de lui appliquer un terme aussi avilissant.

Car ce « farfelu » a été le fondateur et l'animateur de la Fédération jurasienne, qui fut, à travers le temps, l'inspiratrice de ce qui allait devenir en France la C.G.T. révolutionnaire ; le fondateur de la section espagnole de l'Internationale, la mieux organisée, la mieux structurée de toutes, et que la Conférence de Saint-Imier recommandait comme un modèle d'organisation pour les autres sections européennes ; le créateur, à travers les hommes qu'il avait préparés pendant des années de travail souterrain et acharné, de la section italienne. Et ces trois sections étaient les seules régulièrement constituées quand, à la Conférence de La Haye, Marx fit frauduleusement expulser Bakounine et James Guillaume qui, avec leurs amis, constituaient un obstacle à la voie du parlementarisme où s'est embourbé le mouvement prolétarien international.

Bakounine fut aussi le plus grand organisateur de l'Internationale, et en plus de son œuvre pratique, qui répercutait sur la France, en même temps qu'en Pologne, en Russie, en Belgique, dans les Balkans, il développa une pensée dont l'ampleur, la profondeur, le dynamisme lui donnent une valeur telle qu'elle résiste, plus que toute autre, à l'épreuve du temps, car sous bien des aspects elle a une valeur d'éternité.

Mais qui a lu, vraiment lu Bakounine ? J'admets que ce n'est pas toujours facile et cela pour plusieurs raisons : d'abord, parce que dans ses écrits il a souvent mêlé des questions différentes. Comme il le disait lui-même, il n'était pas un écrivain de métier — quoiqu'il écrivait magnifiquement — et il rédigea l'ensemble de ses écrits philosophiques, théoriques et polémiques en six ou sept ans, tout en réalisant l'œuvre constructive pratique dont je viens de parler et en traduisant une bonne partie du Capital. *Ensuite, parce que sa pensée, qui atteint des proportions cosmiques, dépasse bien des gens ; enfin parce que trop de commentateurs se contentent du personnage et de la légende tissée sur sa vie, de l'homme des barricades sur lequel on insiste trop et derrière lequel on fait disparaître le penseur, l'organisateur, le constructeur trop méconnu. Les révolutionnaires mêmes ont besoin de mythes qui ramènent les choses et les hommes d'exception à leur niveau mental ou imaginatif.*

Je ne peux, dans ce bref commentaire, m'étendre sur tous ces aspects de Bakounine, mais je dis qu'entre autres choses, il fut le vrai fondateur de ce qui devait s'appeler plus tard le syndicalisme révolutionnaire. C'est lui qui, en développant vigoureusement les principes de l'Internationale, proclama que cette organisation devait non seulement rallier les travailleurs dans leur lutte contre le capitalisme, le patronat et l'exploitation de l'homme par l'homme, mais constituer, grâce aux fédérations nationales et internationales des unions

de métiers, dûment fédérées et préparées, la base, l'armature de la société nouvelle. C'est lui qui mit en relief la valeur des grèves, et de la grève générale pour, à la fois éduquer socialement les travailleurs, et organiser l'expropriation du patronat. C'est lui qui, dans des écrits comme Les Endormeurs *et* La Politique de l'Internationale, *brochures que l'on trouvait dans nombre de bibliothèques syndicales avec le* Mémoire de la Fédération jurassienne, *source de pensée syndicaliste, au début du siècle, exposa ce qui fait l'essentiel de la Charte d'Amiens. Même la devise de la C.G.T. française « bien-être et liberté », se trouve constamment dans ses écrits destinés à orienter le prolétariat dans sa lutte émancipatrice. Voilà ce que sait celui qui lit Bakounine, qui l'étudie, et qui prend ses notes.*

Pour ma part, je suis, depuis longtemps, arrivé à la conclusion que seul Bakounine a développé une philosophie humaniste et une pensée constructive qui peut permettre sur tous les plans — intellectuel, économique, éthique — à un mouvement révolutionnaire moderne — violent ou non (il peut ne pas être violent tout en se réclamant de Bakounine) de se constituer en consonance avec l'évolution actuelle du monde. Il constitue, par la hauteur et la pérennité de sa pensée, une base sans égale pour un courant de rénovation embrassant tous les problèmes humains. Car tout en s'efforçant, à son époque, de doter le prolétariat d'une doctrine indépendante, révolutionnaire et constructive que n'ont dépassée, il s'en faut de beaucoup, ni Sorel, ni Lagardelle, ni Griffuelhes, ni Labriola, ni Leone, ni Sergio Pannunzi, ni même Pelloutier, il a apporté une philosophie qui sera valable pour des siècles, si ce n'est davantage.

« On trouve tout chez lui », disait récemment un auditeur qui l'ignorait absolument, après une conférence que je venais de faire. Oui, on y trouve tout. Et le malheur est qu'on ne l'a pas connu suffisamment, ou qu'on l'a trop vite oublié. En France, et dans d'autres pays. Car l'Internationale à laquelle sa puissante personnalité demeure attachée pour tout homme informé et impartial n'a pas été qu'une affaire française. Et l'Europe n'aurait pas sombré dans le socialisme du kaiser, de l'Union sacrée et de tout ce qui s'ensuivit, et nous ne serions pas arrivés aux horreurs du totalitarisme bolchevique si l'on avait suivi le chemin tracé par celui en qui Otto Rühle, un des grands historiens marxistes et du marxisme, voyait « le plus génial, le plus héroïque, le plus fascinant des membres de l'Internationale ».

... Un grand farfelu, n'est-ce pas ?

Gaston LEVAL.

A travers les LIVRES

De Maurice LABI

LA GRANDE DIVISION DES TRAVAILLEURS

Première scission de la C.G.T. - 1914-1921

(Les Editions Ouvrières)

Cet ouvrage du camarade Maurice Labi vient de paraître il y a quelques jours. Nous n'en avons pas achevé la lecture et nous n'avons pas eu le temps d'y réfléchir assez pour en donner, dans ce numéro, un compte rendu et un commentaire complets. Mais nous en signalons tout de suite la parution étant donnée son importance.

Maurice Labi n'est pas seulement historien du mouvement ouvrier et « docteur en études politiques » ; il est aussi le secrétaire général d'une importante fédération syndicale ouvrière. Son livre participe à la fois de l'une et de l'autre qualification. On ne peut l'abstraire de la position défendue par l'auteur à l'intérieur du mouvement syndical, notamment sur la question de l'unité. C'est dire qu'il faudra revenir plus longuement sur cet ouvrage, ce que nous ne manquerons pas de faire dans un numéro prochain. Nous le ferons d'autant plus que le livre met évidemment en cause, au premier plan, des personnalités syndicalistes de cette période historique, les militants qui furent à l'origine du courant que nous nous efforçons de suivre encore, qui furent en quelque sorte « nos pères ». Disons tout de suite que Labi le fait avec grande objectivité, compréhension, sympathie et juste hommage.

Qu'on ne prenne donc pas pour définitive la première opinion que nous allons donner ici ! Elle ressort seulement d'une première lecture encore incomplète. Le livre de Labi peut être jugé de deux façons : d'abord par son enveloppe — je dirai presque son emballage — qui lui donne la couleur d'aujourd'hui, la place dans nos discussions actuelles. Cet aspect comprend notamment les nombreuses citations mises en épigraphes, avant chaque chapitre, et aussi la conclusion de l'ouvrage. C'est assurément la partie la plus discutable, celle que nous discuterons le plus en tout cas.

Mais la substance du livre de Labi c'est l'histoire, vue de l'intérieur du mouvement ouvrier, du drame de 1914 et de ses conséquences pour le syndicalisme. Dans cette partie historique, c'est sans doute ce que j'ai lu de meilleur sur le sujet, et de plus objectif, appuyé par une documentation complète. On y trouvera de quoi reprendre et approfondir une discussion engagée dans ces colonnes — et, à mon avis, mal engagée — à l'occasion d'une auto-justification de notre ami Louzon. « L'Union sacrée » de 1914 est ici, une fois de plus, mise dans sa triste lumière. Aucun de ses malheureux protagonistes n'y résiste, et Léon Jouhaux tout le premier. Nous reviendrons encore sur ces faits et sur ces documents, sur ce qui était dit et prétendu à la veille encore de ce fatal 1er août, et sur ce qu'on a osé dire et faire le lendemain même.

Maurice Labi est un jeune. En soi-même, c'est une qualité. Mais cela lui permet un jugement d'ensemble plus objectif que celui qu'ont pu porter les acteurs eux-mêmes, quel que soit le camp où ils se sont placés. D'ailleurs, que ce jugement nous satisfasse ou non, nous devons lui donner toute la valeur d'un jugement de jeune militant et qui a, par conséquent, plus de chance d'être compris, accepté, suivi par ceux qui font aujourd'hui l'histoire ouvrière et syndicale.

R. G.

De Maurice DOMMANGET

L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LA CULTURE SOUS LA COMMUNE

(Editions : Librairie de l'Etoile)

Le camarade Maurice Dommanget est assez connu comme militant, comme historien et aussi comme collaborateur de cette revue pour que nous nous dispensions de le présenter ici. Nous remercierons simplement la Librairie de l'Etoile d'avoir réuni en volume divers articles et études, parus depuis trente ans et que l'auteur a revus et mis au point.

Contentons-nous de signaler, pour le moment, la parution récente de cet ouvrage qui nous montre l'œuvre amorcée, en quelques semaines, par la Commune de Paris — sous la direction d'Edouard Vaillant — en matière d'enseignement et d'éducation, une œuvre dont Amédée Dunois a pu écrire : *« Si peu qu'il leur ait été donné de faire, les communards n'en sont pas moins entrés bien avant la démocratie bourgeoise dans la voie d'une réorganisation complète de l'enseignement du peuple. »*

Nous reparlerons de l'excellent travail de Maurice Dommanget.

R. G.

ALFRED ROSMER

a été dessiné, sur son lit de mort, par VLADY, fils de Victor Serge.

Ce dessin — d'un caractère évidemment tragique — est d'une grande valeur artistique.

Les lithographies, numérotées et signées, sont en dépôt aux « Editions Syndicalistes », 21, rue Jean-Robert, Paris (18e) (compte-courant postal 21 764.88 Paris).

Chacune d'elles est vendue au prix de **10 F** au profit des organisations ouvrières espagnoles.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE NOVEMBRE 1964

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.995,22	
Abonnements de soutien	1.380,—	
		3.375,22
Souscription		160,—
Vente au numéro		33,—
Vente des brochures		25,—
Divers		167,—
Total des recettes		3.760,22
En caisse à fin octobre		2.664,73
		6.424,95

DEPENSES :

Impression et papier « R.P. »	juillet-août 64	1.328,80
—	septembre 64	1.408,14
—	octobre 64	1.407,90
Frais d'expédition		218,87
Autres frais généraux		258,50
Total des dépenses		4.622,21

En caisse à fin novembre :

Espèces	274,17	
Chèques postaux	1.528,57	
		1.802,74
		6.424,95

MOIS DE DECEMBRE 1964

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.200,59	
Abonnements de soutien	380,—	
		1.580,59
Souscription		106,—
Vente au numéro		19,20
Vente des brochures		29,—
Repas fraternel		556,—
Divers		26,95
Total des recettes		2.317,74
En caisse à fin novembre		1.802,74
		4.120,48

DEPENSES :

Impression et papier « R.P. »	décembre 64	1.379,86
Frais d'expédition		72,36
Téléphone		67,77
Autres frais généraux		203,92
Achat de brochures		14,—
Total des dépenses		1.737,91

En caisse à fin décembre :

Espèces	549,20	
Chèques postaux	1.833,37	
		2.382,57
		4.120,48

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Roger Auriol (Haute-Garonne), 30 ; Albert Benda (Côte-d'Or), 30 ; Georges Bénézé (Seine), 30 ; Gustave Berthomier (Drôme), 30 ; Bettendroffer (Seine-et-Oise), 30 ; Robert Buren (Côte-d'Or), 30 ; Bernard Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 30 ; Pierre Chambon (Paris), 60 (deux ans) ; Claveyrolas (Loire), 50 ; Marcelle Costentin (Seine), 30 ; André Cuny (Paris), 50 ; Maurice Deruest (Belgique), 300 ; Laurent Devarennes (Paris), 40 ; Fichet (Seine-et-Oise), 60 ; J. Gassies (Landes), 30 ; Dr Gérard Godard (Belgique), 100 ; Albert Goldschild (Paris), 40 ; Marc Habouzit (Rhône), 30 ; Hémy (Saône-et-Loire), 30 ; A. Hennaut (Belgique), 30 ; Jacques Hervé (Indre-et-Loire), 30 ; Georges Lamizet (Tunisie), 50 ; Yves Lévy (Seine-et-Oise), 30 ; Marie-Louise Marquis (Paris), 50 ; S. Martinez (Ariège), 30 ; Jacques Métivier (Deux-Sèvres), 30 ; Navel (Seine-et-Oise), 50 ; Emile Pasquet (Dordogne), 30 ; Maurice Ruffin (Paris), 70 (deux ans) ; Marcel Samuel (Loire), 30 ; Roger Séguéla (Rhône), 30 ; Dr Simon (Belgique), 100 ; Teilhac (Gironde), 50 ; Mme Tessier (Alpes-Maritimes), 50 ; Maurice Vassort (Seine-et-Oise), 40 ; Véga (Haute-Marne), 30. — Total : 1.760 francs (dont 1.380 en novembre et 380 en décembre).

LA SOUSCRIPTION

Théophile Argence (Isère), 3 ; Jean Aulas (Alpes-Maritimes), 5 ; Lucien Beaunée (Côte-d'Or), 5 ; Hélène Bernard (Paris), 5 ; Edmond Birocheau (Deux-Sèvres), 10 ; Michel Collinet (Paris), 10 ; François Collobert (Côtes-du-Nord), 4 ; Pierre Costa (Bouches-du-Rhône), 2 ; Dr Lisa Desmedt (Belgique), 2 ; Jean Duperray (Loire), 16 (deux versements) ; Louis Farvacque (Nord), 5 ; Jacques Gallienne, 11 ; B. Giauffret (Alpes-Maritimes), 5 ; Germaine Goujon (Seine-Maritime), 3 ; Maurice Hénensal (Côtes-du-Nord), 4 ; Jean Josso (Cher), 10 ; Laillier (Seine), 5 ; Louis Latard (Nièvre), 5 ; Rachel Lantier, 5 ; Julien Lèbre (Ardèche), 3 ; Louis Le Coutaller (Finistère), 5 ; Maurice Lime, 40 ; Jean Magri (Bouches-du-Rhône), 5 ; Georges Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 5 ; Antoinette Milet (Paris), 5 ; Maurice Millet (Cher), 5 ; Victor Nan (Haute-Garonne), 5 ; L. O..., 40 ; Roger Salmet (Paris), 10 ; Henri Simon (Seine-et-Marne), 4 ; Germaine Thomas (Saône-et-Loire), 5 ; Marguerite Tuffery (Var), 5 ; Fernando Valera (Paris), 4 ; Van Reusel (Belgique), 10. — Total : 266 francs (dont 160 en novembre et 106 en décembre).

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1er DECEMBRE. — Ouverture de l'Assemblée générale de l'O.N.U.

MERCREDI 2. — Par 278 voix contre 178, l'Assemblée nationale approuve la **loi-programme militaire.**

JEUDI 3. — Le Parlement vote définitivement le **budget** de 1965 : l'Assemblée nationale par 284 voix contre 143, le Sénat par 130 voix contre 115.

DIMANCHE 6. — M. Segni démissionne de la présidence de la République **italienne.**

LUNDI 7. — Entretiens à **Washington** du président Johnson et du Premier **anglais** Wilson.

L'Arabie du Sud et **Aden** vont être regroupées au sein d'un Etat unitaire et souverain.

MERCREDI 9. — Par 117 voix contre 46, le Sénat repousse le projet de **loi-programme militaire.**

L'assemblée nationale adopte par 320 voix contre 133 le « **collectif** » budgétaire **décidant la libération de certains loyers,** et la création d'un **Office national des forêts.**

JEUDI 10. — Paul VI reçoit M. Tschombé, Premier congolais.

VENDREDI 11. — **Grève générale** de 24 heures décidée par F.O., la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N.

SAMEDI 12. — **L'U.R.S.S.** reporte au 1er mars 1965 la réunion préparatoire des partis communistes.

LUNDI 14. — L'Assemblée nationale vote en deuxième lecture la **réforme du code des pensions** par 320 voix contre 0.

MARDI 15. — Accord des Six pour l'ouverture du **Marché commun** des céréales, le 1er juillet 1967.

MERCREDI 16. — M. Wilson présente aux **Communes** son plan de force nucléaire atlantique.

JEUDI 17. — L'Assemblée nationale adopte par 269 voix le projet restreint **d'amnistie imposé par** le gouvernement. 210 députés ne participent pas au vote.

VENDREDI 18. — Le projet **d'amnistie** est voté par 57 sénateurs (sur 272).

DIMANCHE 20. — Un coup d'Etat « partiel » est perpétré à **Saigon** par le conseil des forces armées présidé par le général Khanh.

LUNDI 21. — Cent soixante-treize activistes bénéficient de la **grâce présidentielle** à l'occasion de Noël.

La Chambre des communes vote **l'abolition de la peine de mort..**

MARDI 22. — Dans son message de Noël, **Paul VI** dénonce le nationalisme, le racisme, le militarisme et l'esprit de classe.

MERCREDI 23. — Le conseil des ministres décide que l'augmentation **du S.M.I.G.** en 1965 sera indépendante des indices des prix.

LUNDI 28. — Giuseppe Saragat, socialiste démocratique, est élu, au vingt et unième tour de scrutin, président de la **République italienne.**

OFFREZ DES LIVRES

POUR VOS ENFANTS, la Librairie des Editions Syndicalistes a de beaux albums à tous les prix (1,50 F à 17 F), des romans (de 2,95 F à 6,60 F) de la Bibliothèque verte, de l'Idéal-Bibliothèque, de la Collection Rouge et Or, etc.

POUR VOS AMIS, des romans, des livres éducatifs, des œuvres de **Zola, Camus, Sartre,** etc. en livres de poche à 1,95 F, 3,30 F, 4,80 F.

ET POUR LES MILITANTS la grande première des « Editions Syndicalistes » :

LA PRESSE QUOTIDIENNE, par Nicolas FAUCIER ..... **12,— F**

R. TRENO : Le Canard enchaîné : « *Je ne saurais trop recommander à mes confrères et à tous autres cette étude remarquable et fort bien documentée qui établit le véritable diagnostic du mal dont souffre la presse française et même la presse tout court.* »

LES JOIES ET FRUITS DE LA LECTURE ..... **6,— F**
et **L'EXPRESSION ORALE ET ECRITE,** par Roger HAGNAUER **9,45 F**
LES BELLES JOURNEES ..... **4,80 F**
et **LE MAIRE DU PALAIS,** par Maurice LIME ..... **15,— F**
LA CHINE, de Robert LOUZON ..... **5,— F**
ACCUMULATION DU CAPITAL ..... **8,— F**
et **LETTRES DE LA PRISON,** de Rosa LUXEMBOURG ..... **5,— F**
RAVACHOL ET LES ANARCHISTES, par Jean MAITRON .... **4,80 F**
LA CULTURE PROLETARIENNE, de Marcel MARTINET ..... **8,— F**
SOCIALISME ET AUTOGESTION, d'Albert MEISTER ..... **21,— F**
MOSCOU SOUS LENINE, d'Alfred ROSMER ..... **6,— F**
NAISSANCE DE NOTRE FORCE, de Victor SERGE ..... **4,— F**
LA COMMUNE DE 1871, de C. TALES ..... **8,— F**

On peut passer les commandes à Robert MARCHETTI
103, rue Orfila, Paris XXe - C.C.P. Paris 7473-08

VENEZ NOUS RENDRE VISITE, 21, rue Jean-Robert, Paris XVIIIe
LES SAMEDIS de 15 à 19 heures

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Roger HAGNAUER
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.